

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade
et Sylvain Mary (dir.)

*Jacques Foccart :
archives ouvertes (1958-1974)*

La politique, l'Afrique et le monde

« Les archives répondront un jour à vos questions », riposte Foccart pour ne pas en dire plus sur l'opération « Homo » du SDECE contre le Camerounais Félix Moumié en 1960. « Foccart est au parfum », s'écriait-on déjà, à tort et à travers, en pleine affaire Ben Barka en 1966, comme une invocation protectrice immanente mais invisible. Rarement un homme a-t-il suscité autant de fantasmes dans l'histoire contemporaine de la France. Le plus proche collaborateur du général de Gaulle à l'Élysée reste dans l'imaginaire collectif l'homme aux lèvres scellées. Malgré la publication au crépuscule de sa vie de deux tomes d'entretiens et de son *Journal de l'Élysée*, l'image sulfureuse du chef « barbouze » qui emporte dans sa tombe les secrets de la République a longtemps prévalu. C'était ignorer qu'un demi-kilomètre d'archives produites par Foccart et ses collaborateurs au sein de son secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, ancêtre de la cellule Afrique de l'Élysée, avait été collecté par les Archives nationales à partir de 1977.

Au terme de douze années de travail de classement, les Archives nationales ont publié en 2015 l'inventaire des archives du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, dit « fonds Foccart ». Un programme de dépouillement a été mené par des équipes de chercheurs spécialisés dans l'histoire de la V^e République, celle des outre-mer et celle de l'Afrique contemporaine. L'exploitation de ces sources offre un nouvel éclairage sur le mythe Foccart, l'histoire de la création de la V^e République, l'invention des DOM-TOM dans les Antilles, l'océan Indien et le Pacifique, et enfin l'histoire de la décolonisation de l'Afrique subsaharienne et de ce qu'il est convenu d'appeler la « Françafrique ».

Couverture : Premier sommet France-Afrique, dit réunion franco-africaine de l'Élysée, Paris, 13 novembre 1973. Accueil d'Omar Bongo, président gabonais, par Jacques Foccart (AG/5(F)/3285) © Archives nationales (France)

ISBN de ce document :
979-10-231-3408-7



JACQUES FOCCART : ARCHIVES OUVERTES

Mondes Contemporains

collection dirigée par Éric Bussière et Olivier Forcade

Dernières parutions

Soldats de la loi. La gendarmerie au XX^e siècle

Jean-Noël Luc (dir.)

John Foster Dulles. Secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe

François David

L'Afrique indépendante dans le système international

Émilie Robin-Hivert & Georges-Henri Soutou (dir.)

Jacques Seydoux diplomate (1870-1929)

Stanislas Jeannesson

Louis Jacquinot, un indépendant en politique

Julie Bour, Olivier Dard,

Lydiane Gueit-Montchal et Gilles Richard (dir.)

Penser le système international (XIX^e-XX^e siècle).

Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou

Éric Bussière, Isabelle Davion,

Olivier Forcade et Stanislas Jeannesson (dir.)

L'Aéronautique militaire française outre-mer (1911-1939)

Jean-Baptiste Manchon

Les Guerres balkaniques 1912-1913

Jean-Paul Bled et Jean-Pierre Deschodt (dir.)

Sortir de la guerre

Michèle Battesti et Jacques Frémeaux (dir.)

La guerre des polices n'a pas eu lieu. Gendarmes et policiers, co-acteurs de la sécurité publique sous la Troisième République (1870-1914)

Laurent López

Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais,

soldat de la Grande Guerre

Nadine-Josette Chaline

Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses des partis politiques en France et en RFA

Mathieu Dubois

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)

Paul de Villelume; édition établie par Simon Catros

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours

Jean-Noël Luc et Arnaud-Dominique Houte (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine.

Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales

Olivier Zajec

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

Jacques Foccart :
archives ouvertes
(1958-1974)

La politique, l'Afrique et le monde



Ouvrage publié avec le concours de l'université Paris-Sorbonne
et de l'Agence universitaire de la francophonie (bureau d'Europe de l'Ouest)

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0560-5
© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2017
© Sorbonne Université Presses, 2023

Mise en page 3d2s/Emmanuel Marc Dubois (Issigeac)
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

SUP

Maison de la Recherche
Université Paris-Sorbonne
28, rue Serpente
75006 Paris

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

DEUXIÈME PARTIE

**La décolonisation
à la lumière du fonds Foccart**

« CHASSE GARDÉE¹ » AU CAMEROUN ? LE SECRÉTARIAT
GÉNÉRAL DES AFFAIRES AFRICAINES ET MALGACHES ET
LA GESTION DES SPHÈRES D'INFLUENCE FRANÇAISE ET
BRITANNIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Mélanie Torrent

En 1974, Robin Renwick, premier secrétaire de l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris, se réjouissait de pouvoir enfin « écrire la nécrologie politique de M. Foccart », tout en reconnaissant que l'« ère Foccart » ne s'achevait pas pour autant². Si certains diplomates britanniques estiment qu'il devient, après le Biafra, « l'exécutif plutôt que l'architecte de la politique africaine de la France³ », le *Foreign Office* demeure convaincu que l'influence de Foccart continue de s'exercer à travers trois canaux principaux : son réseau de conseillers, ses relations personnelles avec les chefs d'État africains francophones et ses contacts administratifs et financiers en France, l'ensemble permettant un « appui économique, personnel, financier et, lorsque c'était nécessaire, militaire » aux partenaires de la France⁴. Ces conclusions proviennent essentiellement de deux sources : des ambassadeurs et hauts-commissaires britanniques en Afrique, et de l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris, qui note par ailleurs à maintes reprises les tensions entre le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et le Quai d'Orsay, seule vraie voie d'une coopération franco-britannique en Afrique⁵. Certes, tous nuancent leurs propos. Renwick considère que « le mythe a fini par dépasser la réalité » tandis que, depuis Dakar, Ivor Porter se lamente en 1973 que « l'Afrique de l'Ouest francophone continue d'apparaître comme une partie inconnue du continent noir où les Anglais s'aventurent à leurs risques et

1 The National Archives (TNA), FCO 65/1442, Robin Renwick à Simon Dawbarn, 3 juin 1974. L'expression est utilisée en français dans le texte.

2 *Ibid.* Toutes les traductions sont miennes.

3 TNA, FCO 65/1176, « M. Jacques Foccart and French Policy in West Africa », Mémorandum du FCO, 3 septembre 1970.

4 TNA, FCO 65/1442, Robin Renwick à Simon Dawbarn, 3 juin 1974.

5 À la même époque, certains responsables du secrétariat du Commonwealth notent que la France est l'obstacle majeur à la coopération avec l'Agence de coopération culturelle et technique : archives du secrétariat du Commonwealth, 2006/151, V. Kyaruzi à M. Nutter, 10 avril 1970.

périls, observés de derrière tout buisson par des agents de Monsieur Foccart⁶ ». Mais l'importance donnée à la « chasse gardée » de Jacques Foccart ne date pas simplement des politiques divergentes adoptées par la France et le Royaume-Uni lors de la guerre civile nigériane⁷. En mai 1963, quelques mois après le *veto* du général de Gaulle contre la candidature britannique à la Communauté économique européenne (CEE), les représentants britanniques en Afrique réunis à Londres notaient l'emprise de la France sur ses anciens territoires, sa défiance vis-à-vis des Britanniques et sa volonté d'étendre son rayonnement économique et culturel grâce à l'Afrique, après la fin de l'empire formel⁸.

À cet égard, la « réunification » du Cameroun – l'intégration du Cameroun méridional britannique à la République du Cameroun, indépendante de la France depuis le 1^{er} janvier 1960 – est d'une importance capitale. Elle l'est lors de son instauration le 1^{er} octobre 1961, alors que la guerre contre l'Union des populations du Cameroun continue de faire rage⁹ dans un État dont la construction, bien que fédérale jusqu'en 1972, s'inspire largement de pratiques et traditions héritées de la France, et s'inscrit dans ses réseaux financiers, militaires et culturels¹⁰. Elle l'est aussi en raison de l'ampleur prise par la dénonciation de la réunification comme marginalisation de l'ancien Cameroun méridional lors de la transition démocratique des années 1980-1990¹¹, tandis que des acteurs britanniques de l'époque évoquent également les actions françaises antibritanniques, en faveur du pouvoir central francophone d'Ahmadou Ahidjo, aux premières heures de la réunification¹².

Si la volonté de la France de maintenir un pouvoir fort à Yaoundé et d'asseoir une influence française durable au Cameroun a été largement démontrée, le rôle du secrétariat général de Foccart dans la réunification a reçu relativement peu d'attention. Quelle influence Foccart fait-il peser sur les débats qui précèdent la réunification ? Dans quelle mesure les activités et projets britanniques au

6 TNA, FCO 65/1268, Ivor Porter à Alec Douglas Home, 22 mars 1973.

7 Sur cette question, voir par exemple Michael Gould, *The Biafran War: The Struggle for Modern Nigeria*, London, I.B. Tauris, 2012, chap. 5.

8 TNA, DO 195/138, « Meeting of Representatives in Tropical Africa », 23 mai 1963.

9 Thomas Deltombe, Manuel Domergues, Jacob Tatsitsa, *Kamerun! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique*, Paris, La Découverte, 2011.

10 Bongfen Chem-Langhee, « The Road to the Unitary State of Cameroon, 1959-1972 », *Paideuma*, 41, 1995, p. 17-25. Sur les nationalismes camerounais, voir aussi Verkijika Fanso, « Anglophone and Francophone Nationalisms in Cameroons », *The Round Table*, 350, 1999, p. 281-296.

11 Voir par exemple Piet Konings et Francis B. Nyamnjoh, *Negotiating an Anglophone identity, A study of the Politics of Recognition and Representation in Cameroon*, Leiden/Boston, Brill, 2003.

12 Mélanie Torrent, « Les deuils de l'indépendance : le Cameroun face à sa réunification », dans Odile Goerg, Jean-Luc Martineau et Didier Nativel (dir.), *Les Indépendances en Afrique. L'événement et ses mémoires, 1957/1960-2010*, Rennes, PUR, 2013, p. 327-343.

RÉUNIFICATION ET RECOMPOSITIONS TERRITORIALES EN AFRIQUE :
UNE GRANDE-BRETAGNE ET UN COMMONWEALTH SURVEILLÉS

148

Les relations franco-britanniques sur la question de la réunification au Cameroun sont indissociables des évolutions qui parcourent alors les deux empires en Afrique : établissement, suite au référendum de septembre 1958, de la Communauté française, rénovée dans le contexte des indépendances de 1960 ; africanisation du Commonwealth avec les indépendances du Ghana (1957) et du Nigeria (1960), et le départ de l'Afrique du Sud de l'apartheid en 1961. Si le Premier ministre Michel Debré soutient les consultations franco-britanniques pour des raisons stratégiques liées à la guerre contre l'Union des populations du Cameroun (UPC) et à la guerre froide¹³, la méfiance envers les Britanniques reste très forte suite à l'intégration du Togoland au Ghana en 1956 et à la crise du « non » guinéen à la Communauté. La reconnaissance de la Guinée par la Grande-Bretagne, l'invitation de Diallo Telli et d'Ahmed Sekou Touré à Londres en 1959 sont perçues comme des affronts, même si l'objectif des Britanniques est d'encourager la reprise des relations franco-guinéennes et de maintenir la Guinée dans la zone franc¹⁴. Les projets d'union entre la Guinée et le Ghana, qui mentionnent une possible insertion dans le Commonwealth, renforcent encore cette méfiance, malgré les démarches officielles et informelles de la diplomatie britannique qui, de fait, ne souhaite pas, et ne soutient pas, une telle expansion du Commonwealth¹⁵. Pour Léon Pignon, ancien directeur des Affaires politiques du ministère de la France d'Outre-mer et sollicité par Charles Bonfils, conseiller technique au secrétariat général de la Communauté, pour produire une note sur les relations franco-britanniques en Afrique, la France ne saurait être trop prudente face aux dangers d'un « Commonwealth britannique [...] prêt à toutes les alliances¹⁶ » et d'une Grande-Bretagne qui navigue entre perfidie et défaitisme. La réunification possible du Cameroun est identifiée comme une affaire qui demande la plus grande vigilance pour deux raisons. Tout d'abord, le Cameroun méridional sert de base arrière aux forces de l'UPC. On trouve là une concentration sur

13 Mélanie Torrent, *Franco-British Relations and Cameroon at the End of Empire*, London, I. B. Tauris, 2012, p. 31-34. Sur l'histoire de la coopération franco-britannique en Afrique, voir également John Kent, *The Internationalization of Colonialism: Britain, France and Black Africa, 1939-1956*, Oxford, Oxford University Press, 1992.

14 Mélanie Torrent, « Whitehall, the French Community and the Year of Africa: negotiating post-independence diplomacy in West Africa », dans Tony Chafer et Alex Keese (dir.), *Francoophone Africa at Fifty*, Manchester, Manchester University Press, 2013, p. 155-170.

15 Mélanie Torrent, « A 'New' Commonwealth for Britain? Negotiating Ghana's Pan-African and Asian Connections at the End of Empire (1951-1958) », *International History Review*, 38/3, 2016, p. 573-613.

16 AN, AG/5(F)/2207, Léon Pignon, « Note au sujet des relations franco-britanniques en Afrique », août 1959.

les affaires militaires qui se poursuit après l'indépendance. Bonfils « partage entièrement », note-t-il pour Debré et Foccart, « les points de vue exprimés¹⁷ ». Les quelques lettres envoyées au Secrétariat par des membres ou sympathisants du *One Kamerun Party*, allié de l'UPC au Cameroun méridional, restent sans réponse¹⁸. Les notes transmises à de Gaulle font régulièrement le point sur la situation de l'UPC au Cameroun méridional (qui devient le Cameroun occidental à la réunification¹⁹) et sur les difficultés d'une vraie coopération avec les militaires britanniques, dont le nombre dans l'armée nigériane après 1960 retient également l'attention du président français²⁰. Deuxièmement, le poids du Nigeria voisin inquiète, d'autant que la préférence de Londres pour une union des Cameroun britanniques au Nigeria est connue, à l'heure où l'avenir du Cameroun méridional se joue à l'ONU²¹. Les rapports de l'état-major général de la Défense nationale reçus par Foccart soulignent « une politique d'agrandissement territorial aux dépens du domaine français²² » tandis que la note de Pignon estime (à tort) la Grande-Bretagne fort inquiète de l'avènement d'une Communauté française qui dépasserait le projet Commonwealth²³. Entre la résolution 1352 (XIV) de l'ONU (16 octobre 1959) sur l'avenir des Cameroun britanniques et les plébiscites de février 1961, la coopération franco-camerounaise en matière de défense et de sécurité intérieure est ainsi étroitement tissée et concrétisée par les accords de novembre 1960.

Si un dialogue avec les Britanniques est important, c'est donc avant tout pour mieux « déceler les intentions de la Grande-Bretagne²⁴ » – du *Commonwealth Relations Office* et du *Foreign Office*, qui préoccupent Pignon, et du *Colonial Office*, qui inquiète l'état-major. Foccart choisit les agents du secrétariat général qui participeront aux conversations franco-britanniques de 1960 et 1961 et distribue la préparation de documents clés sur les questions institutionnelles et stratégiques²⁵. Au-delà d'un échange utile d'informations et

17 AN, AG/5(F)/2207, « Note au sujet des relations franco-britanniques en Afrique », août 1959.

18 AN, AG/5(F)/623, N'Sene Joseph Nkonchou à Jacques Foccart, 28 juin 1958.

19 AN, AG/5(F)/1460, Synthèse du 18 décembre 1962 ; AG 5(F)/1461, Synthèse du 28 mai 1963.

20 AN, AG/5(F)/ 2/2/12, Lettre de Charles de Gaulle, 5 mars 1963.

21 Sur les débats à l'ONU, voir Victor Pungong, *The United Nations in the Political Evolution of Cameroon (from trusteeship to reunification, 1946-1961)*, thèse sous la dir. de D. Nicol, université de Cambridge, 1995.

22 AN, AG/5(F)/626, Note de l'état-major, 17 mars 1959.

23 Mélanie Torrent, « Whitehall, the French Community and the Year of Africa », art. cit., p. 158-159.

24 AN, AG/5(F)/2207, Léon Pignon, « Note au sujet des relations franco-britanniques en Afrique », août 1959.

25 AN, AG/5(F)/2207, Notes de Jacques Foccart, 27 mai 1960 ; 6 décembre 1960 ; lettre du 23 mai 1961. Les notes préparatoires pour les entretiens de mai 1960 incluaient ainsi l'évolution de la Communauté, le panafricanisme et la politique du Ghana, tandis que le dossier comporte également une note de D. Colombani à J. Foccart (11 mai 1960) sur la frontière nigéro-libyenne.

de notes²⁶, il s'agit aussi de mieux identifier les lignes de faille entre décideurs en métropole et exécuteurs dans les territoires, les activités des ambassadeurs britanniques en Afrique francophone à partir de 1960, de même que celles des experts et fonctionnaires restés dans les territoires britanniques après les indépendances à la demande des nouveaux gouvernements. Tous mobilisent ainsi l'attention des représentants français et des agents du secrétariat général²⁷.

Mais le secrétariat général, destinataire d'échanges très divers sur les questions africaines, affine l'analyse des politiques britanniques en Afrique, dans leurs fluctuations et complexités. C'est le cas avec la question du Ghana, qui inquiète la France sur de multiples fronts : soutien à l'UPC et au FLN algérien, campagne pour le « non » à la Communauté et appui à la Guinée, soutien au mouvement Ewé au Togo, contentieux judiciaires avec la Côte d'Ivoire²⁸. Mais les rapports de Louis de Guiringaud, ambassadeur de France à Accra, soulignent très rapidement que le Ghana est en réalité modéré, partagé sur l'aide à apporter à l'UPC et au FLN, jaloux de son indépendance et méfiant vis-à-vis du bloc communiste, et que les politiques africaines de la Grande-Bretagne ne sont pas épargnées²⁹. Tous ces points sont notés, littéralement surlignés, par le secrétariat général. Son rapport à la Grande-Bretagne reste ambigu, comme le démontre la lecture de la rupture par le Nigeria des relations diplomatiques avec la France en janvier 1961, suite à la troisième explosion atomique de Reggane et quelques semaines avant la tenue des plébiscites sur l'avenir des Cameroun britanniques. Cette rupture, Rostain n'exclut pas (à tort) qu'elle soit tout bonnement le résultat de pressions britanniques³⁰.

150

26 Guy Devernois est d'abord en charge de la liaison du secrétariat avec le *Colonial Office*, dans le fil de ses fonctions au ministère de la France d'Outre-mer à partir de 1957, puis Claude Rostain est le principal interlocuteur. AG/5(F)/2257, coupures du *Colonial Office Information Department* ; AG/5(F)/2208, Sir William McLean, *Colonial Office Information Department*, à Claude Rostain, 2 mars 1964.

27 AN, AG/5(F)/2208, Note à l'attention de Jacques Foccart sur l'intérêt du Parlement britannique pour l'Afrique francophone, 15 février 1962, et chargé d'affaires de France au Mali, 9 juin 1964 ; AG/5(F)/1460, Synthèse du compte rendu de l'ambassadeur à Yaoundé, 17 septembre 1962.

28 AN, AG/5(F)/2509, Notes du SDECE sur l'Algérie et la conférence d'Accra, 20 et 21 novembre 1958 ; AG/5(F)/624, SDECE, « Les activités, hors du Cameroun, de l'Union des Populations du Cameroun », 22 juillet 1959 ; AG/5(F)/2207, Notes sur certaines activités du Ghana, 28 juillet 1959 ; AG/5(F)/2213, Note de Joseph Desmarescaux pour le président de la Communauté sur le FLN à Accra, 12 août 1960 ; note pour Jacques Foccart sur l'UPC, 16 novembre 1961. Voir aussi les passages surlignés dans AG/5(F)/1921, Lettre de Jean-Pierre Bénard (Yaoundé) au secrétaire d'État aux affaires étrangères, 23 janvier 1962. Sur la question de l'UPC au Ghana, voir Meredith Terretta, « Cameroonian nationalists go global: from forest *maquis* to a pan-african Accra », *The Journal of African History*, 51/2, 2010, p. 189-212.

29 AN, AG/5(F)/2509, Louis de Guiringaud au ministère des Affaires étrangères, 18 août et 18 septembre 1958, 1^{er} janvier 1959 ; AG/5(F)/2213, Louis de Guiringaud au ministère des Affaires étrangères, 6 septembre 1960 ; note de J. Thibau, 3 décembre 1960.

30 AN, AG/5(F)/230, Note à l'attention du président de la Communauté, 16 mars 1961.

Soutenu fermement dans la consolidation de son pouvoir politique par Debré, Ahmadou Ahidjo bénéficie également de l'appui de Foccart dont il sait qu'il peut compter sur « l'amitié agissante³¹ ». Dans les négociations pour la réunification³², trois objectifs sont essentiels aux yeux du président camerounais : les pouvoirs britanniques doivent être transmis directement au Cameroun déjà souverain, et non au Cameroun méridional même pour une période éphémère ; le Cameroun réunifié doit adopter une constitution fédérale forte, centrée sur le pouvoir exécutif ; et les accords franco-camerounais doivent être étendus à l'ensemble du Cameroun réunifié. Incertain sur le dernier point, le Premier ministre du Cameroun méridional, John Ngu Foncha, s'oppose à Ahidjo sur les deux premiers objectifs : il préfère une fédération souple, fondée sur les pouvoirs du Premier ministre, sur le modèle nigérian ; et, gardant l'espoir d'une indépendance séparée, il souhaite un premier transfert de souveraineté à son gouvernement à Buea. Pour le secrétariat général au lendemain du référendum, la réunification présente deux conséquences positives : « Le renforcement de l'autorité internationale du Gouvernement de Yaoundé [et] la suppression des bases en pays étrangers de l'Union des populations camerounaises³³ ». Fort de ces mêmes convictions, Ahidjo, entre mai et août 1961, parvient à ses fins.

Les archives du secrétariat général sont silencieuses sur les « conseillers et experts » français, qui appuient Ahidjo lors des négociations et que les Britanniques remarquent³⁴. Ce qu'elles confirment, c'est le rôle clé joué par Ahidjo lui-même, par la « persévérance », l'« adresse » et la « finesse »³⁵ que l'ambassadeur de France à Yaoundé, Jean-Pierre Bénard, lui reconnaît. Mais si la France soutient, plutôt qu'elle ne guide, les politiques du président camerounais, ce soutien est particulièrement actif. Il l'est d'autant plus que le printemps 1961 est marqué par un durcissement des relations du Cameroun avec le Nigeria et la Grande-Bretagne, accusés d'avoir manipulé les résultats du référendum au Cameroun septentrional, qui intègre le Nigeria le 1^{er} juin³⁶. C'est en juin 1961, précisément, que Paris intervient auprès du *Foreign Office* pour soutenir les objectifs d'Ahidjo dans les négociations. La

31 AN, AG/5(F)/625, Ahmadou Ahidjo à Jacques Foccart, 9 avril 1960.

32 Quatre grandes conférences ont lieu en 1961 : Buea (16-17 mai), Bamenda (26-28 juin), Fouban (17-21 juillet) et Yaoundé (10-14 août).

33 AN, AG/5(F)/1917, Note de Claude Rostain à l'attention du président de la Communauté, « Référendum au Cameroun sous tutelle britannique », 14 février 1961.

34 Mélanie Torrent, *Franco-British Relations and Cameroon at the End of the Empire*, op. cit., p. 62.

35 AN, AG/5(F)/1918, Jean-Pierre Bénard au ministère des Affaires étrangères, 28 novembre 1962.

36 Mélanie Torrent, *Franco-British Relations and Cameroon at the End of the Empire*, op. cit., p. 66-67.

France n'interrompt ces démarches qu'après la conférence de Foumban, sur demande d'un président camerounais satisfait de ses succès³⁷ et qui cherche alors à normaliser les relations avec Londres à la veille de la réunification³⁸. Au cours des mêmes semaines, Foccart soutient Ahidjo auprès du général de Gaulle, irrité de la position camerounaise dans la crise de Bizerte, mais qui confirme personnellement l'extension des accords de coopération au Cameroun réunifié le 21 octobre 1961³⁹.



2. Ahmadou Ahidjo, Palais de l'Élysée, 4 juillet 1968 (AN, AG/SPH/59/2035)

37 AN, AG/5(F)/1917, Message du ministère des Affaires étrangères à l'ambassade de France à Londres, 20 juin 1961 ; note à l'attention du président de la République, 27 juillet 1961. Cette collaboration franco-camerounaise face aux Britanniques est également dans la lignée de la diplomatie adoptée par la France à Londres et à l'ONU, en accord avec Ahmadou Ahidjo, pour obtenir une meilleure coopération des Britanniques dans la lutte contre l'UPC et dans la gestion de l'avenir des territoires camerounais sous tutelle (AG/5(F)/624, « Opinion du chef du Gouvernement camerounais sur les rapports avec les Britanniques », 26 août 1959).

38 AN, AG/5(F)/1460, Compte rendu de l'ambassadeur à Yaoundé (24 août 1961) et synthèse par le secrétariat général (25 août 1961).

39 AN, AG/5(F)/628, Charles de Gaulle à Ahmadou Ahidjo, 26 octobre 1961.

Mais si le rôle de la France et du secrétariat général dans l'ascendant pris par Ahidjo au cours de l'été 1961 est indiscutable, deux nuances doivent être apportées. Tout d'abord, la Grande-Bretagne elle-même est persuadée de la supériorité politique d'Ahidjo vis-à-vis de Foncha et des élites politiques du Cameroun méridional, divisées. Si Londres ne soutient jamais une indépendance séparée pour un Cameroun méridional qu'elle n'estime pas viable, elle s'irrite des fluctuations de Foncha entre réunification, indépendance et un entre-deux indéfinissable. Deuxièmement, le secrétariat général adopte la prudence dans la contestation par Ahidjo des résultats au Cameroun septentrional. Alors que Debré souhaite l'aide d'experts français dans la formulation et la préparation du dossier camerounais auprès de la Cour Internationale de Justice, et demande l'appui des gouvernements de la Communauté⁴⁰, Foccart félicite avant tout Ahidjo pour les résultats obtenus au Cameroun méridional et ne laisse pas entendre qu'il y ait eu de manipulations quelconques⁴¹. La note du secrétariat général à l'intention du général de Gaulle le 16 février 1961 estime que la contestation est nourrie par des « considérations intérieures » et sur l'illusion passée d'« un impossible succès dans le Nord »⁴². Le secrétariat général, de fait, semble approuver les démarches du Quai d'Orsay pour la préservation de bonnes relations diplomatiques entre le Cameroun et la Grande-Bretagne, tout en souhaitant une levée de tutelle aussi rapide et efficace que possible pour maintenir la stabilité⁴³. De même, le rôle joué par Manfred Ego, envoyé d'Ahidjo au Cameroun occidental à l'automne 1961 pour concrétiser le pouvoir de Yaoundé *et* s'assurer la coopération des experts britanniques toujours présents est pour le secrétariat général la marque de l'habileté politique du président, tout comme ses déplacements en zone anglophone en 1962⁴⁴. Les services du Secrétariat prêtent alors une attention constante et minutieuse aux élections au Cameroun occidental, à la *Cameroon People's Democratic Convention* d'Emmanuel Endeley précédemment acquise à l'intégration au Nigeria et à l'assise du *Kamerun National Democratic Party* de Foncha⁴⁵, devenu vice-

40 AN, AG/5(F)/1917, Lettre de Michel Debré aux représentants de la France dans la Communauté, 14 mars 1961, et à Jean-Pierre Bénard, 20 mai 1961.

41 AN, AG/5(F)/1917, Jacques Foccart à Ahmadou Ahidjo, 20 février 1961.

42 AN, AG/5(F)/1917, « Référendum au Cameroun sous tutelle britannique », 16 février 1961 ; et note manuscrite « Le Cameroun nord me paraît avoir opté ! » sur la copie du télégramme en provenance de Yaoundé, 14 février 1961.

43 AN, AG/5(F)/1917, Ministère des Affaires étrangères à Jean-Pierre Bénard et Michel Debré, 18 février 1961 ; note manuscrite sur télégramme de Jean-Pierre Bénard au ministère des Affaires étrangères, 3 mars 1961 ; note de Claude Rostain, 29 mai 1961.

44 AN, AG/5(F)/1918, François de Quirielle au ministère des Affaires étrangères, 9 juin 1962.

45 AN, AG/5(F)/1917, « Relations entre le gouvernement fédéral et le Cameroun occidental », 7 décembre 1961 ; AG/5(F)/1920, Note de Maurice Ligot pour Claude Rostain, 15 janvier 1962 ; « Première session de l'Assemblée législative du Cameroun occidental », 15 janvier 1962.

président de la Fédération et dont les déplacements, intérieurs et extérieurs, sont notés avec précision⁴⁶.

154 Si les relations de Foncha avec l'étranger sont si importantes pour le secrétariat général, c'est que la constitution camerounaise accorde au pouvoir fédéral, et au président en particulier, la direction de la politique étrangère. Les premières années de la Fédération voient ainsi les services de Foccart soutenir Ahidjo dans l'exclusivité de la représentation internationale du Cameroun et s'assurer de la bonne volonté des ministres et hauts fonctionnaires originaires du Cameroun occidental impliqués dans les relations extérieures⁴⁷. Lors de la visite d'Ahidjo à Paris en mars 1962, le secrétariat général s'attache à converser autant que possible avec les « Anglophones » présents et note l'insistance de Foncha à ce que des personnalités du Cameroun occidental accompagnent Jean-Faustin Bétayéné, ministre des Affaires étrangères, lors de sa visite à Londres en juin 1962⁴⁸. Lors de la visite privée de Foncha en France en mai 1964, Ahidjo souhaite que Paris puisse « lui ménager certains contacts » et l'organisation de son séjour à Paris (de part et d'autre d'un pèlerinage à Lourdes) reçoit la plus grande attention. L'essentiel, cependant, est que Foncha, malgré ses demandes, n'est pas reçu par de Gaulle. S'il est vrai que ce dernier se remet à peine d'une opération à Cochin, les échanges font nettement ressortir que là n'est pas la seule raison et il semble probable qu'il s'agisse là d'une manière de marquer la différence entre Ahidjo et Foncha. En juillet, la visite à Londres de Solomon Tandeng Muna, originaire du Cameroun occidental et ministre des Transports, Mines et Postes et Télécommunications, est à peine notée⁴⁹. La crainte que de fortes relations entre Cameroun occidental et Grande-Bretagne puissent exister, et nuire à la coopération franco-camerounaise, semble avoir disparu.

LA RÉUNIFICATION CAMEROUNAISE ET LES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES FRANÇAIS EN AFRIQUE DE L'OUEST

Pour le secrétariat général comme pour l'ensemble des acteurs français, la réunification camerounaise mérite d'être suivie de près pour des raisons monétaires et commerciales, la stabilité économique du Cameroun étant une condition de la victoire contre l'UPC et du maintien du Cameroun hors de la sphère d'influence communiste. Trois questions dominent les discussions : l'intégration de l'ensemble du Cameroun à la zone franc ; l'augmentation de

⁴⁶ AN, AG/5(F)/1460, Synthèses des 23 novembre 1961, 28 février et 28 août 1962.

⁴⁷ AN, AG/5(F)/1460, Synthèse du 2 octobre 1962.

⁴⁸ AN, AG/5(F)/1919, Note du 12 mars 1962 ; « Voyage à Londres du ministre des Affaires étrangères du Cameroun », 19 juin 1962.

⁴⁹ AN, AG/5(F)/1462, Synthèses des 25 juillet et 1^{er} août 1964.

l'aide financière au gouvernement de Yaoundé, le sous-développement au Cameroun britannique menaçant de déséquilibrer un budget déjà grevé par la guerre contre l'UPC ; et l'écoulement des bananes de l'ex-mandat britannique, qui bénéficiait de la préférence impériale.

Effective à compter d'avril 1962, l'intégration de tout le Cameroun à la zone franc ne fait pas resurgir les craintes ressenties en Guinée et seule « une grosse commande de billets de banque bilingues » inquiète, temporairement, les services de Foccart en 1964⁵⁰. Sur le deuxième point, le secrétariat général soutient les positions très claires de Debré en faveur d'une augmentation de l'aide, notamment militaire, au régime Ahidjo⁵¹ tandis que la mission militaire française souligne la nécessité de renforcer les zones frontalières de Bamenda et Kumba et planifie le maintien de l'ordre en zone britannique post-réunification⁵². Alors que la Grande-Bretagne rejette l'extension du *Colonial Development and Welfare Act* aux pays membres du Commonwealth, c'est la faiblesse de l'aide au développement britannique, plus qu'une quelconque rivalité territoriale, qui complique la mise en œuvre des objectifs français au Cameroun⁵³. Les nouvelles qui proviennent au secrétariat général depuis le Sénégal et la Gambie britannique, dont le projet d'union finalement abandonné est débattu à cette même période, confirment le retrait britannique des territoires où leurs intérêts économiques sont faibles et leurs intérêts stratégiques suffisamment garantis par une présence française régionale palpable⁵⁴. C'est le pragmatisme et le désengagement économique britanniques qui sont soulignés⁵⁵. La rivalité des aides apportées se limite à des conflits techniques, liés par exemple à l'incompatibilité avec les équipements français du matériel britannique – et la disparité des volumes d'aide concernés rend ces occurrences rares⁵⁶. Mais cela signifie aussi qu'un soutien financier français plus important est nécessaire. De retour du Cameroun début 1963, Foccart négocie pour que le ministère de la Coopération octroie une subvention exceptionnelle pour régler les dépenses

50 AN, AG/5(F)/1912, Note à l'attention de Jacques Foccart, 15 octobre 1964.

51 AN, AG/5(F)/1917, « Situation du Cameroun après le référendum », s.d. ; Note de Claude Rostain, 29 mai 1961.

52 AN, AG/5(F)/1917, Général de Brigade Briand, Mémoire propre à servir à l'étude des mesures nécessaires pour assurer le maintien de l'ordre au Cameroun ex-britannique après le 1^{er} octobre 1961, 19 mai 1961.

53 Voir par exemple les « projets britanniques d'aide au Cameroun méridional » dans AN, AG/5(F)/1921, « Aide étrangère à la République du Cameroun, situation au 15 juin 1961 » ; Mélanie Torrent, *Franco-British Relations and Cameroon at the End of the Empire*, op. cit., p. 113, 275-276.

54 AN, AG/5(F)/2989, Rapport condensé sur les relations économiques du Sénégal et de la Gambie (L. Ruffel), 22 mars 1960, et note pour le président, 24 mars 1960 ; AG/5(F)/1734, Note pour le conseiller technique, 24 octobre 1961.

55 AN, AG/5(F)/1460, Synthèse du 6 juin 1962.

56 AN, AG/5(F)/1923, Lettre du ministère de la Coopération, 15 juin 1965.

d'équipement du Cameroun occidental⁵⁷ et intervient à nouveau auprès de Raymond Triboulet, alors ministre délégué à la Coopération, pour que les demandes d'Ahidjo soient reconsidérées favorablement, assurant à Bénard à Yaoundé : « Il ne faut absolument pas que le Président Ahidjo puisse douter du soutien de la France dans la politique qu'il poursuit à l'heure actuelle⁵⁸. »

Pour le secrétariat général, c'est la question de l'écoulement des bananes en provenance du Cameroun méridional qui est au cœur des préoccupations d'Ahidjo, même si le président camerounais ne l'évoque pas explicitement dans sa correspondance avec Paris sur la production caféière et bananière du Cameroun à l'été 1961⁵⁹. C'est suite aux notes des services de Foccart que de Gaulle saisit Debré de la question en septembre 1961⁶⁰. La concurrence entre producteurs des (ex-)empires français et britannique est d'autant plus délicate politiquement que la question des bananes camerounaises coïncide avec les négociations pour l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE⁶¹ et avec la finalisation de l'indépendance des plus grandes îles des Antilles britanniques, la Jamaïque et Trinité-et-Tobago. Pour Foccart, la question doit idéalement se régler à travers des contacts entre le secteur privé et les gouvernements africains, comme il l'indique aux entrepreneurs qu'il rencontre à Yaoundé début 1963⁶². Prolongée à deux reprises par Londres, sujet de hautes tensions entre Foncha et les Britanniques, et entre les Britanniques et les pays producteurs du Commonwealth⁶³, la préférence impériale pour le Cameroun occidental est finalement abolie à l'automne 1963. Suite au *veto* de Charles de Gaulle contre la candidature britannique à la CEE en janvier et à la signature en juillet de la convention de Yaoundé sur l'association des territoires africains et malgaches à la CEE, l'inscription du Cameroun dans les cercles financiers et commerciaux de la France, et hors de l'aire britannique, est clairement signifiée. Simultanément, l'intérêt porté au Nigeria (dont la démographie et l'économie attirent) démontre la confiance française et l'influence d'une diplomatie économique informelle. Avant le rétablissement des relations diplomatiques en 1965, la mission de

57 AN, AG/5(F)/1921, Jacques Foccart à Jean-Pierre Bénard, 23 février 1963.

58 AN, AG/5(F)/1922, Jacques Foccart à Jean-Pierre Bénard, 20 janvier 1964.

59 AN, AG/5(F)/628, Lettre d'Ahmadou Ahidjo, 31 août 1961, et note à l'attention du président de la Communauté, 5 septembre 1961.

60 AN, AG/5(F)/1917, Charles de Gaulle à Ahmadou Ahidjo, et de Gaulle à Debré, 11 septembre 1961.

61 Dans le prolongement des inquiétudes exprimées dès 1958 par le haut-commissaire du Cameroun Xavier Torre, le secrétariat général prend note, à l'été 1962, de l'opposition de plusieurs milieux britanniques au type d'association entre marché commun européen et territoires africains. AN, AG/5(F)/2509, Note de Xavier Torre au ministre de la France d'Outre-mer, 18 juillet 1958 ; AG/5(F)/2208, Lettre du chargé d'affaires à Londres au ministère des Affaires étrangères, 17 août 1962.

62 AN, AG/5(F)/1921, Jacques Foccart à Jean-Pierre Bénard, 23 février 1963.

63 AN, AG/5(F)/1461, Synthèse du 19 février 1963 ; AN, AG/5(F)/1461, Synthèse du 8 mai 1963.

Roland Pré, alors président du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et du Centre de documentation et de diffusion des industries, des mines et de l'énergie outre-mer (CEDDIDOM), identifie le Nigeria du Nord comme un terrain d'autant plus fertile aux investissements français que les activités britanniques se concentrent sur le Sud du pays⁶⁴.

EXPANSIONNISME FRANÇAIS AU CAMEROUN ET STRUCTURATION FRANCOPHONE EN AFRIQUE

La consolidation *et* l'expansion de la sphère d'influence française sur le continent sont dûment notées par les représentants britanniques en Afrique subsaharienne réunis à Londres en 1963. Au Cameroun, ceci se marque par une action culturelle forte dans la zone « anglophone », pilotée par le consulat français de Buea et soutenue par les ministères de l'Éducation nationale et de la Coopération, un centre d'enseignement du français ouvrant dès novembre 1961. Les représentants français soulignent les tensions entre les deux États fédérés, alimentées par une unification des pratiques de la vie quotidienne (conduite à droite, système métrique, calendrier scolaire...). Les synthèses du secrétariat général leur accordent une importance particulière, notant par exemple « les réticences des Camerounais occidentaux à l'égard de la Fédération⁶⁵ ». L'uniformisation n'est ni une surprise ni un problème pour le secrétariat général. Une note rédigée lors de la réunification résumait *a posteriori* les buts à atteindre lors des négociations : « préserver le particularisme du *Southern Cameroons* tout en préparant en fait son intégration sur un plan plus général à la Communauté camerounaise majoritaire⁶⁶ ». De son côté, Claude Rostain note en juillet 1962 que la « doctrine » d'Ahidjo « tendrait à la disparition de la Fédération au profit d'un État unitaire⁶⁷ ».

Le « caractère essentiellement politique⁶⁸ » de la mission confiée au consul Yves Robin se retrouve en particulier dans l'interprétation que font les services français de la politique officielle de bilinguisme. Comme le soulignait une note du secrétariat général, la question « bilinguisme ou unification de fait⁶⁹ » restait entière en octobre 1961. À la veille de la visite d'Ahidjo en juin 1965, la note du secrétariat général pour de Gaulle insiste sur le fait que l'Université

64 AN, AG/5(F)/2230, Note sur la mission dirigée par Roland Pré, 5 avril 1963.

65 AN, AG/5(F)/153, Note à l'attention du président de la République, 3 novembre 1961 ; AG/5(F)/1920, Synthèse du rapport du 8-15 octobre 1962.

66 AN, AG/5(F)/629, Note sur la République fédérale du Cameroun, octobre 1961.

67 AN, AG/5(F)/1918, Note de Claude Rostain, 13 juillet 1962.

68 Centre des Archives diplomatiques de Nantes (CADN), Londres (ambassade), 378PO/1/1453, Jean-Pierre Bénard à Yves Robin, 8 janvier 1962.

69 AN, AG/5(F)/629, Note sur la République fédérale du Cameroun, octobre 1961.

fédérale de Yaoundé, alors en construction, ne doit pas accorder « une place excessive à l'enseignement de l'anglais » et que la France, qui finance très largement le projet, doit avoir une influence directe sur les orientations pédagogiques⁷⁰. Le même point est souligné à la veille de la visite d'Ahidjo en septembre 1965 : « les Camerounais accordent une importance excessive à la langue anglaise dans la Fédération [alors qu'à] peine 15 000 habitants comprennent l'anglais approximativement⁷¹ ». C'est l'enseignement de l'anglais par des enseignants français que Paris entend promouvoir, en augmentant le nombre de fonctionnaires de l'Éducation nationale envoyés dans l'ensemble du Cameroun⁷², tandis que des cours de français à Paris même sont prévus pour les Camerounais anglophones destinés à atteindre les plus hauts échelons de l'administration⁷³.

158

Cette politique, toutefois, ne s'explique que marginalement par une quelconque rivalité franco-britannique. Même si les cadres supérieurs et experts britanniques continuent de susciter une méfiance certaine⁷⁴, le gouvernement britannique ne semble avoir « ni l'intention ni les moyens de faire un effort culturel » au Cameroun occidental⁷⁵. Ces impressions sont confirmées par la dynamique des relations culturelles entre le Sénégal, la Grande-Bretagne et la Gambie entre 1960 et 1965. D'une certaine manière, l'ambassade britannique à Dakar semblerait avoir plus de liberté qu'au Cameroun pour mettre en place une politique culturelle, mais les financements restent très relatifs et Léopold Senghor fait par ailleurs preuve d'une diplomatie magistrale dans sa gestion des relations entre Paris et Londres sur les échanges anglophones/francophones en Afrique⁷⁶. Il est notable que les voyages de Senghor et Mamadou Dia à Londres et le voyage de la reine au Sénégal ne font pas l'objet de notes particulières⁷⁷, tout comme les visites à Londres de Jean-

70 AN, AG/5(F)/628, Note pour Charles de Gaulle, 28 juin 1965. Il serait alors peu étonnant que les « lenteurs » dans la construction du lycée soient « voulues et dues à l'obstruction des autorités du Cameroun occidental » (AG/5(F)/1912, Note à l'attention de Foccart, 15 octobre 1964).

71 AN, AG/5(F)/1912, Note de Pierre Decheix, 13 septembre 1965.

72 AN, AG/5(F)/628, Note pour Charles de Gaulle, 13 septembre 1965.

73 Archives nationales du Cameroun (Buea), Augustine Jua au ministre des Affaires étrangères, 1^{er} juillet 1966.

74 AN, AG/5(F)/1918, Lettre de Yves Robin, 30 juin 1962.

75 AN, AG/5(F)/1920, Télégramme au ministère de la Coopération, 20 octobre 1961 ; voir aussi AG/5(F)/2231, Direction des Affaires africaines et malgaches, « Politique britannique vis-à-vis des pays de l'OCAM », 24 mars 1965.

76 Archives nationales du Sénégal (ANS), VP 00131, correspondance sur l'enseignement du français en Gambie, 22 avril et 1^{er} et 2 juillet 1959, et VP 00308, A. Debuissy, « Une expérience sénégalaise : deux ans d'enseignement de l'anglais dans les classes primaires », Dakar, 7 mars 1963. AN, AG/5(F)/1734, Note pour le conseiller technique, 24 octobre 1961.

77 AN, AG/5(F)/1734, Note de Charles Bonfils, 8 mars 1961 ; note de Claude Rostain, 27 octobre 1961 ; note de l'ambassade de France à Londres, 2 novembre 1961.

Faustin Bétayéné en 1962 et Ahidjo en 1963 ne sont pas perçues comme des moments clés⁷⁸. C'est bien plutôt la visite d'Ahidjo en République fédérale allemande qui retient l'attention⁷⁹, et surtout son séjour aux États-Unis, pour qui de Gaulle manifeste une franche hostilité⁸⁰.

Si la mission française au Cameroun occidental répond aux objectifs poursuivis par Ahidjo, la question des liens institutionnels au sein de l'ensemble franco-africain est plus délicate. Les projets senghoriens de communauté francophone organique sont pour Ahidjo totalement incompatibles avec l'identité nationale et internationale du Cameroun réunifié, comme il le réitère à maintes reprises, en privé et en public⁸¹. Mais ceci n'exclut pas, pour Ahidjo, une coopération technique pragmatique ou la constitution d'organisations africaines multilatérales francophones. Le Cameroun accueille ainsi la conférence des ministres de l'Éducation de 1965⁸², et participe à la création de l'Organisation de coopération africaine et malgache (OCAM) la même année. Mais ces positions, en réalité, ne sont pas si éloignées de celles du Secrétariat, qui note l'importance d'éviter tout « cadre institutionnel » strict dans les relations franco-africaines⁸³ tout en notant l'importance de préserver des frontières entre les différentes Afriques. Les ambitions de Senghor pour lier Afrique anglophone et Afrique francophone sont dûment notées⁸⁴, mais ne reçoivent pas d'appui concret. Le secrétariat général note la lenteur de l'expansion diplomatique de l'Afrique francophone en Afrique de l'Est, et de Gaulle lui-même estime que la distinction entre « pays britannisés » et « pays francisés » demeure opératoire dans la conception de la diplomatie française sur le continent⁸⁵. C'est dans cette distinction que les sphères d'influence britannique et française se prolongent. La réunification du Cameroun, inscrit prioritairement dans la deuxième catégorie, teste donc les relations franco-britanniques mais ne remet pas réellement en cause le partage diplomatique et demeure donc un outil limité pour projeter la spécificité et l'influence camerounaises sur la scène internationale. Sollicité

78 AN, AG/5(F)/1912, Note de Claude Rostain, 9 mai 1963 ; AN, 5 AG F/1921.

79 AN, AG/5(F)/1460, Synthèse du 11 décembre 1962.

80 AN, AG/5(F)/2/5/7-8, AG/5(F)/2/6/23 et 5 AG F/2/6/125, Notes de Charles de Gaulle, 5 juillet et septembre 1962, mars 1964.

81 AN, AG/5(F)/1918, Allocution radiodiffusée d'Ahmadou Ahidjo, 24 avril 1962 ; AG/5(F)/629, Jean-Pierre Bénard à Jacques Foccart, 18 juillet 1962 ; AG/5(F)/1921, Note pour Jacques Foccart, 5 janvier 1963 ; AG/5(F)/629, Note à Charles de Gaulle, 21 septembre 1966 ; AG/5(F)/1912, Notes à Charles de Gaulle, 21 et 22 septembre 1966. Voir aussi ANS, VP 158, UAM conférence de Bangui, synthèse des délibérations, 25-27 mars 1962.

82 AN, AG/5(F)/628, Ahmadou Ahidjo à Charles de Gaulle, 19 octobre 1965.

83 AN, AG/5(F)/1918, Note n.d., ca mai 1962.

84 AN, AG/5(F)/1734, Note de l'ambassade de France à Dakar, 17 novembre 1960.

85 AN, AG/5(F)/2/6/116, Note de Charles de Gaulle sur « Projet de réunion des représentants de la France dans les pays africains au sud du Sahara », 24 janvier 1964.

par Sigfrid Henry Steinberg, éditeur de *The Statesman's Year-Book* pour présenter un panorama de la Communauté fin décembre 1963, Claude Rostain inclut pleinement le Cameroun parmi les États membres⁸⁶. Il fait état de la réunification, du remplacement de la livre par le franc CFA et cite *Plantation and Village Life in the Cameroons* d'Edwin Ardener parmi les trois ouvrages de référence sur le pays. Rien, toutefois, n'est dit du bilinguisme, des héritages britanniques ou de la position unique du Cameroun vis-à-vis d'une Communauté française à laquelle il n'a pas appartenu.

160

L'avenir de la France au Cameroun réunifié, à la lumière de la correspondance du secrétariat général, est garanti en deux temps, qui tendent conjointement à désamorcer, plutôt qu'à raviver, la rivalité franco-britannique en Afrique. Tout d'abord, les négociations cruciales de l'été 1961 font apparaître deux grands constats. La réunification se fera bien, comme le souhaitent Paris et Yaoundé, sur le modèle de la première République du Cameroun de 1960, malgré les concessions faites à l'établissement d'une fédération bilingue. Par ailleurs, les objectifs atteints par Ahidjo sont moins le résultat de l'influence que Paris essaie d'exercer sur Londres que de la capacité du chef de l'État camerounais à s'imposer auprès des Britanniques comme l'homme fort nécessaire à la stabilité du pays et auprès d'une élite politique du Cameroun méridional minoritaire et divisée. Le soutien de la France dans les négociations, certes, ne doit absolument pas être sous-estimé. Si le caractère factuel de nombreuses notes ne permet pas toujours d'évaluer les conversations menées avec les responsables camerounais, les rapports diplomatiques témoignent de l'activisme français à l'époque. La seconde période clé se situe entre l'officialisation de la réunification le 1^{er} octobre 1961 et la fin de la préférence impériale deux ans plus tard, accompagnée de la convention de Yaoundé avec une CEE sans Royaume-Uni⁸⁷. Les préoccupations du Secrétariat sont alors de deux ordres : politique intérieure, et enjeux financiers et commerciaux. La rivalité avec la Grande-Bretagne reste alors marginale parce que le secrétariat général sait que la volonté politique des Britanniques d'un engagement financier en Afrique est minimale *et* que les relations des Britanniques avec l'élite politique du Cameroun occidental sont

⁸⁶ AN, AG/5(F)/2208, Sigfrid Henry Steinberg à Claude Rostain, 23 décembre 1963.

⁸⁷ Pour le Cameroun occidental, le refus de la Commonwealth Parliamentary Association d'accueillir son parlement parmi ses membres symbolise la fin des espoirs de singularité politique (Mélanie Torrent, *Franco-British Relations and Cameroon at the End of the Empire*, *op. cit.*, p. 115-123). Mais cet événement n'apparaît pas dans la correspondance française des divers fonds à laquelle l'auteur a pu avoir accès.

minces, tendues et fluctuantes⁸⁸. Ces constats sont confirmés par le projet de Sénégalie. S'il montre à la France qu'il n'existe pas d'expansionnisme britannique de principe en Afrique, il sert aussi à la Grande-Bretagne de révélateur sur ses pratiques au Cameroun. Dès mars 1962, l'ambassadeur britannique à Yaoundé, Cecil E. King, prévient son homologue à Dakar, John W. Watson, des dangers à envoyer au Cameroun une mission gambienne qui constaterait alors une harmonisation « à la francophone » qui est, pour King, autant la conséquence d'un désintérêt britannique et d'un manque d'attention prêtée à l'harmonisation des systèmes économiques que le résultat de manipulations françaises⁸⁹.

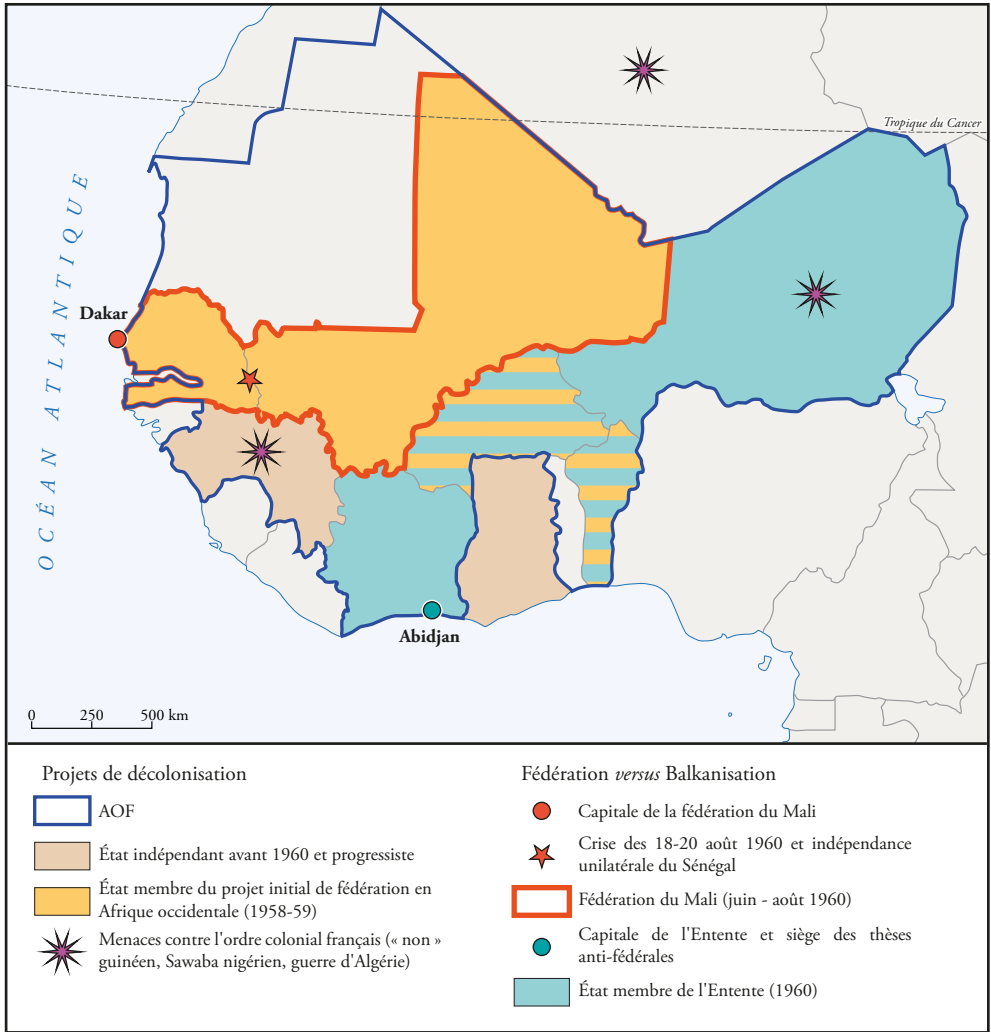
Il serait toutefois inexact de conclure à la disparition de la rivalité franco-britannique, notamment au Cameroun. D'une part, on assiste à sa mutation dans la place qu'occupe le Cameroun occidental dans les politiques françaises au sein de la Fédération. L'intérêt stratégique et militaire de Foccart pour le Cameroun occidental dans la guerre contre l'UPC se double d'un intérêt culturel, visant à promouvoir la langue, la culture et la vision du monde françaises en zone anglophone – objectif que soutient l'art des réceptions officielles à Paris. Au Cameroun en particulier, ces intérêts expliquent mieux l'attention qui est portée aux États-Unis, dans le contexte international, et à la RFA, dans le contexte européen, plutôt qu'à la Grande-Bretagne. D'autre part, la rivalité franco-britannique reprend vigueur lors du conflit biafrais. Mais la question biafraise oppose aussi Paris à Yaoundé, sans que cela ne justifie un retrait de l'aide à Ahidjo, bien au contraire. Foccart approuve directement le renforcement de l'action française multiforme au Cameroun occidental, où Ahidjo craint les tentations sécessionnistes et le poids d'une communauté Ibo qui traverse la frontière nigéro-camerounaise⁹⁰. Divergents au Nigeria, les objectifs français et britanniques se rejoignent sur l'unité camerounaise, que tous souhaitent. Le conflit entre sphères d'influence est bien présent, mais ne se traduit pas au Cameroun par une quelconque déconstruction de la réunification négociée.

88 Les archives confirment que ceci est vrai du gouvernement mais aussi de l'opposition travailliste. En 1959, le *Fabian Colonial Bureau* peinait à saisir les changements de position de Foncha (*Fabian Colonial Bureau*, 12, Catherine Hoskyns à Sam Endeley, 25 mai et 16 juin 1959). La gauche anticoloniale du parti travailliste, elle, connaît assez peu les territoires camerounais (voir par exemple, *Labour History Archive*, Bob Edwards, « A brief look at the political, economic and social situation in the Cameroons », 1959) ; elle s'intéresse aux activités de l'UPC et à l'OK Party mais semble peu en contact avec les partis camerounais dans leur ensemble (*Movement for Colonial Freedom*, 38).

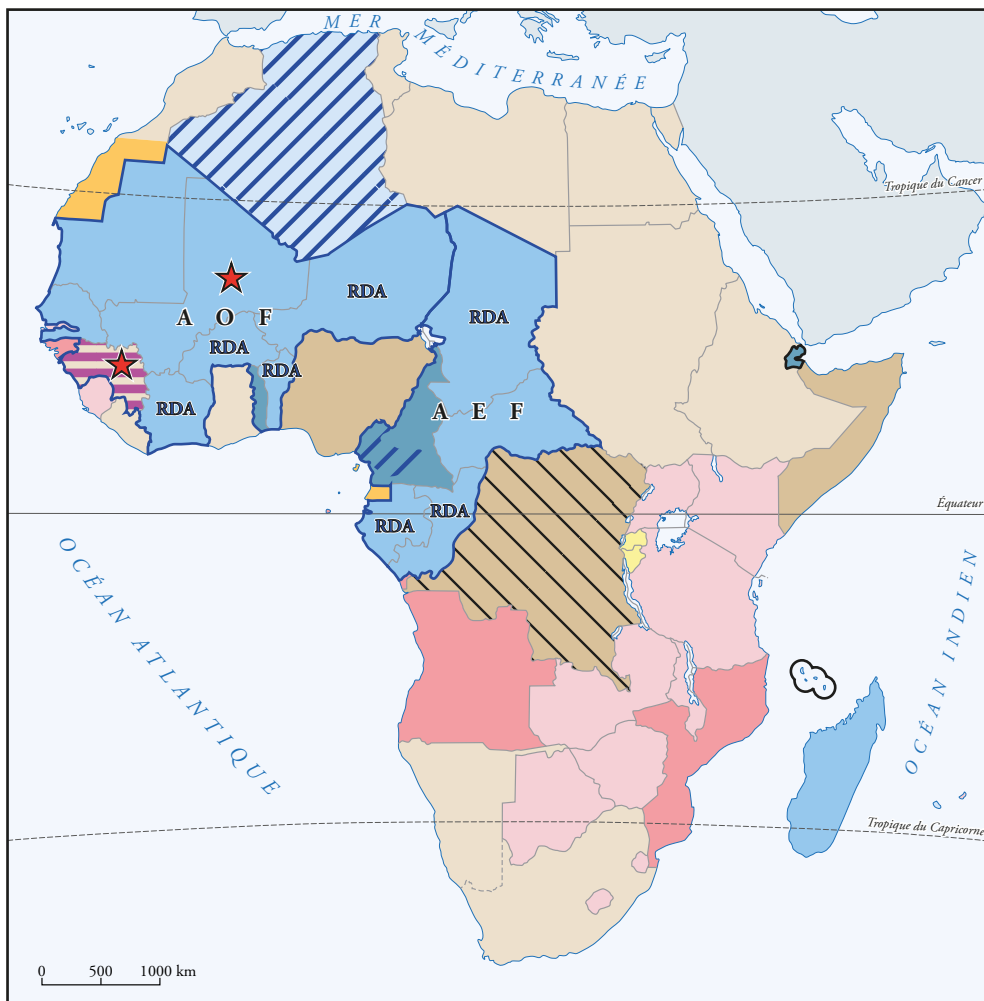
89 TNA, FO 371/161579, Cecil E. King à John W. Watson, 17 mars 1962.

90 AN, AG/5(F)/1927, Jacques Foccart à Francis Huré, 29 juillet 1967.

Cartes






L'AOF face à la querelle fédérale (1958-1960)









L'Empire français

-  Département
-  Colonie
-  Fédérations AOF et AEF (1958)
-  Territoire sous tutelle
-  « Non » à la Communauté (1958)

1960 : année de l'Afrique


-  Guerres coloniales françaises
-  Crises politiques et gouvernement RDA tendance révolutionnaire
-  Territoires non décolonisés
-  Gouvernement RDA tendance Houphouët
-  1^{re} crise ONU (indépendance du Congo en 1960)


Le crépuscule colonial


-  État indépendant avant 1960
-  État indépendant en 1960
- Colonies en 1960**
-  belge
-  britannique
-  espagnole
-  portugaise


De l'Empire à la Françafrique : 1960, année des indépendances



 « Dirigeants sérieux et capables [...]. Pour ceux-là aucune hésitation. Les rapports avec eux sont confiants. L'aide française leur est assurée en tout état de cause, et quelles que soient les circonstances. »

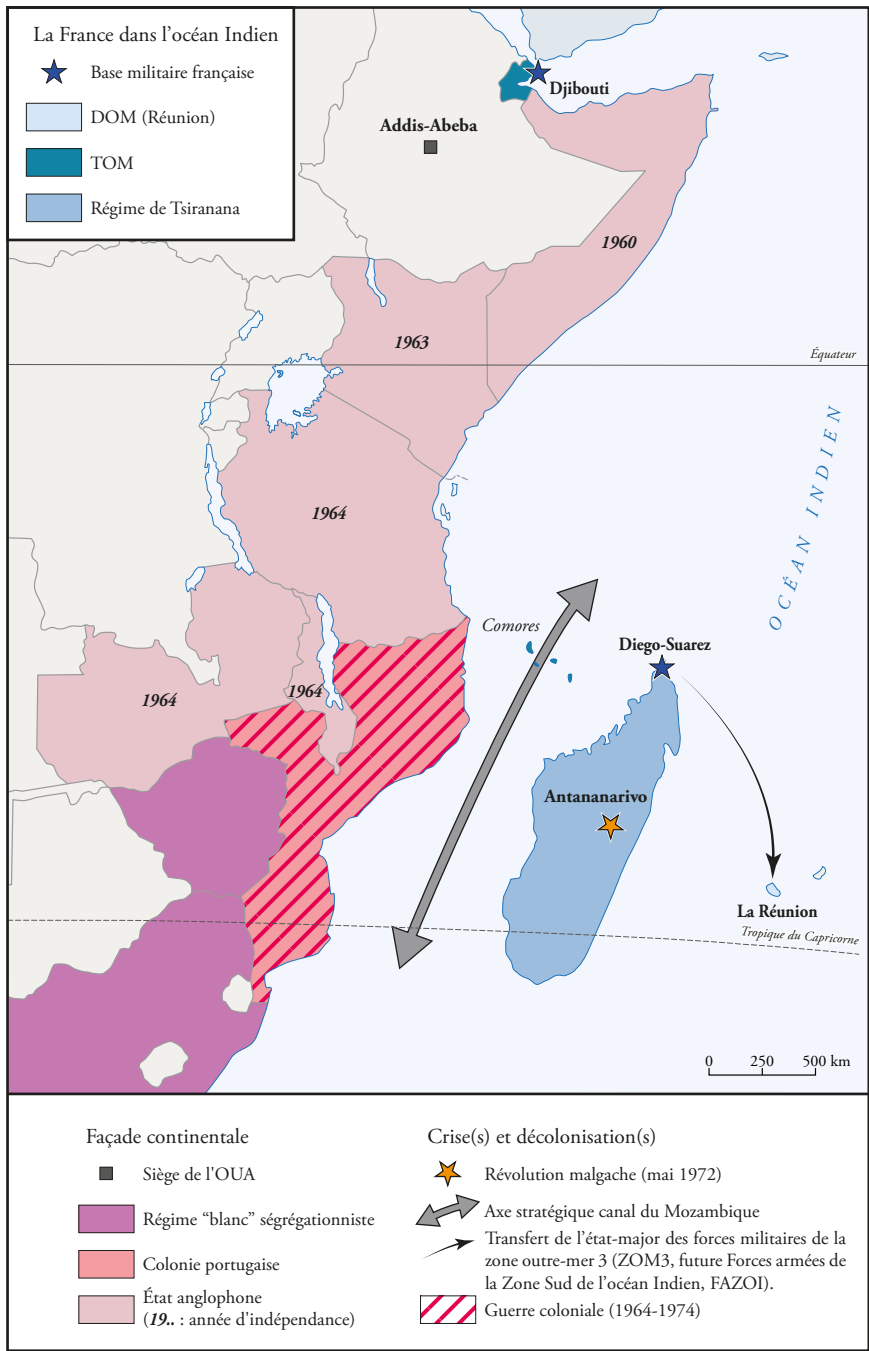
 « D'autres dirigeants sont moins solides, leurs compétences moins grandes, ou leur pays plus fragile. Des mini coups d'État [...] ne changent rien fondamentalement à l'orientation de la politique de ces pays. La France laisse faire d'autant que les nouveaux "colonels" sortent tous de l'infanterie de Marine. Qu'apparaissent, en revanche, des germes de "subversion", des influences extérieures, comme au Tchad, alors l'appareil français est en alerte. »

 « La notion traditionnelle du "pré carré" évolue. [...] La réunification du Cameroun [1961] avait déjà été [...] un succès français. L'aide au Biafra [1967-1970, Ojukwu], les excellents rapports noués avec le nouveau régime du Ghana [1969-1972, Busia], l'intérêt particulier porté au Congo-Kinshasa [...]. »

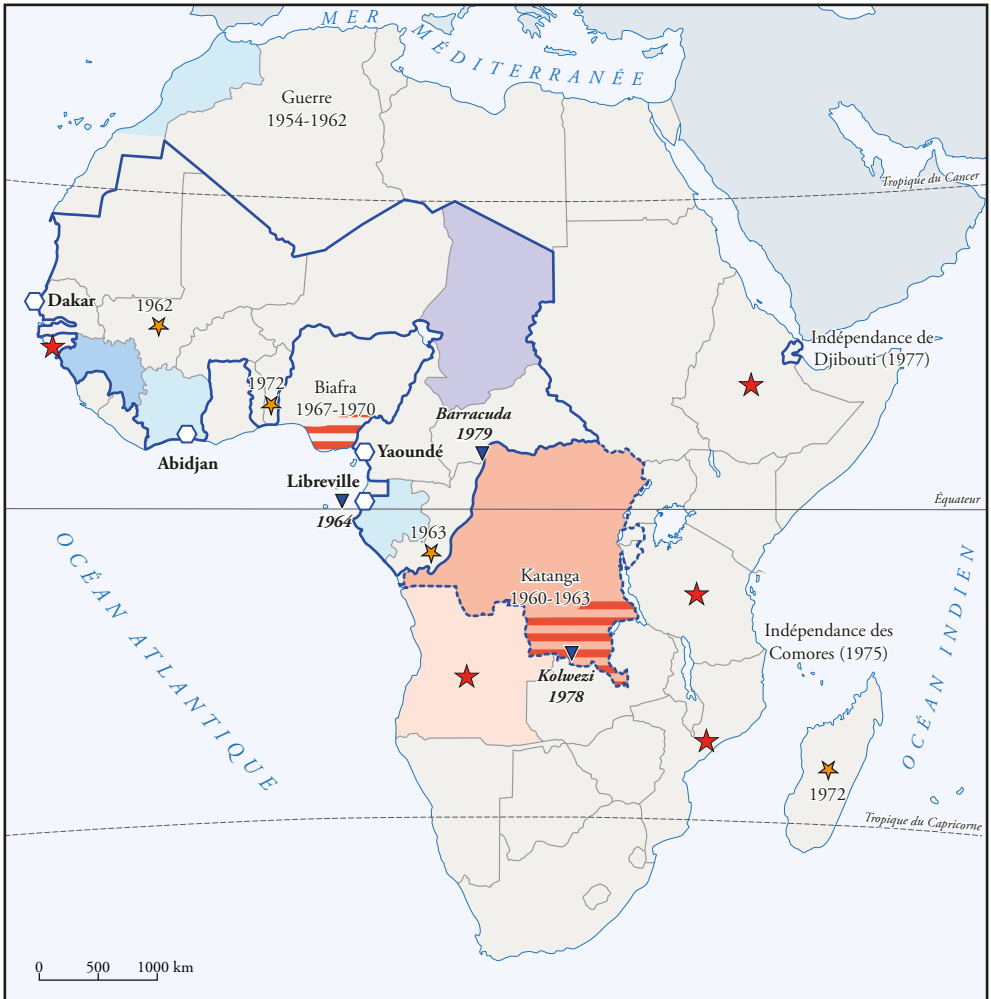
 « C'est le renversement au Congo-Brazzaville, en août 1963, du régime de l'abbé Fulbert Youlou, qui a provoqué le raidissement de la doctrine gaulliste en Afrique. »

Source : AN, 90 AJ/1, manuscrit inédit
Finalemnt, qui est Monsieur Foccart ?

La « doctrine » : la situation géopolitique en 1970 selon un manuscrit inédit



La France dans l'océan Indien à l'aube des années 1970



- | | |
|--|--|
| Principaux postes du SDECE | Régime révolutionnaire communiste de la guerre fraîche (années 1970) |
| Principales interventions parachutistes | Régime « révolutionnaire » au sein du « pré carré » |
| « Pré carré » originel | Congo, point de fixation de la guerre froide |
| Extension du « pré carré » à l'Afrique centrale et à l'Afrique des Grands Lacs francophones (dès 1960) | Soutien de sécession |
| Pays relais de la politique foccartienne | Angola, front de la « guerre fraîche » |
| Opération « Persil » en Guinée (1960) | |
| Première intervention militaire | |

Le « pré carré » et l'héritage de Foccart (1960-1980)



La France dans les Caraïbes

- ★ État-major groupe Antilles-Guyane
- ▲ Escale technique des DC8 nucléaires à destination de Polynésie
- ◆ Création du Centre d'études spatiales (1968) : « base de Kourou »
- DOM
- ★ Zone d'influence francophone

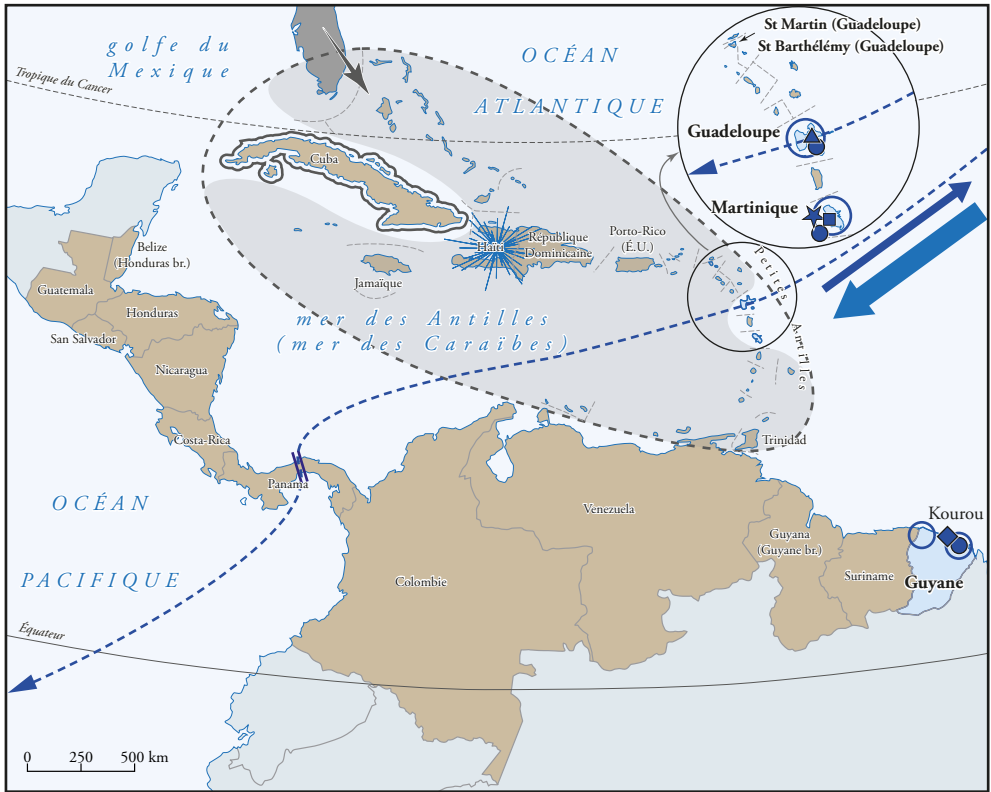
Présence et influence des États-Unis

- ≡ Canal transocéanique de Panama
- ★ Interventions américaines et dates
- ★ Crise des fusées (1962)
- Embargo sur Cuba (1962)

Décolonisation et Guerre froide

- Révolution cubaine (1959)
- - - Onde de choc de la Révolution cubaine
- ★ Attentats de l'Alliance révolutionnaire Caraïbes (années 1980)
- ★ Conflits frontaliers et/ou guerres civiles
- Foyers de nationalisme noir
- Colonie britannique (19.. : année d'indépendance)
- Colonie hollandaise (19.. : année d'indépendance)

Aux portes du « Mare Nostrum étasunien » :
les départements français des Caraïbes à l'heure de la guerre froide



La France dans les Caraïbes :
les facteurs de puissance et d'influence

- ★ État-major interarmées groupe Antilles - Guyane
- Service militaire adapté (SMA) : optique de contre-insurrection
- Poste SDECE
- ◆ Centre d'études spatiales
- ▲ Escale technique des DC8 nucléaires à destination de Polynésie et trajet
- Pôle universitaire
- ☼ Zone d'influence francophone
- Zone de surveillance du CRA (Centre de Recherche Avancé) de Fort-de-France

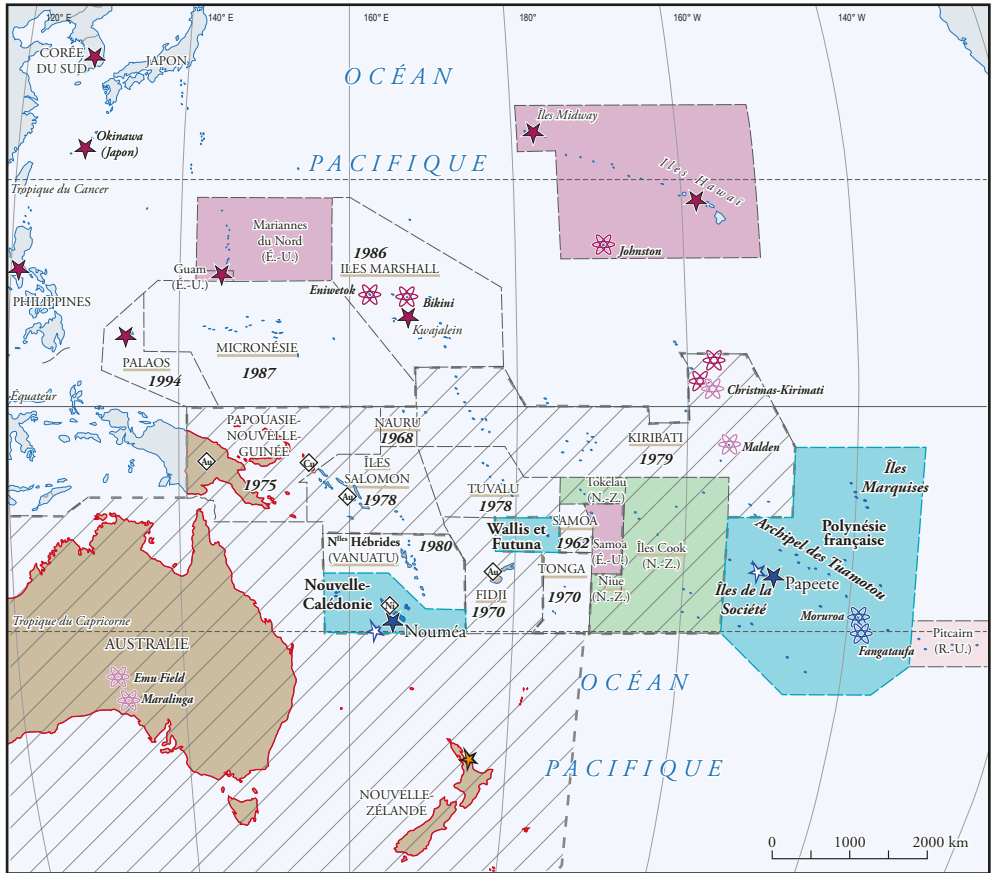
La France et ses départements caribéens

- ➔ « Cordon ombilical » avec la métropole :
- ➔ flux Antilles vers métropole
- ➜ flux métropole vers Antilles
- DOM

Environnement régional

- Espace caribéen insulaire
- ☼ Zone d'influence des États-Unis
- Embargo et rupture diplomatique avec les États-Unis (Cuba post 1959)

Défense et illustration de la présence française dans les Caraïbes :
l'épreuve de la guerre froide et de la décolonisation



La France dans le Pacifique

- ★ Base militaire
 - ✳ Expériences nucléaires françaises (193 essais nucléaires de 1966 à 1996)
 - ★ Troubles et/ou tensions nationalistes : Polynésie française (1958 : arrestation de Pouvanaa, 1987, 1995 : émeutes anti-nucléaires) ; Nouvelle-Calédonie (FLNKS, années 1980)
 - ★ Attentat du Rainbow Warrior (1985)
 - TOM (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Wallis et Futuna)
 - Possessions françaises
- Ressources minières**
- ⬢ Cuivre
 - ⬢ Nickel
 - ⬢ Or

**Environnement régional :
décolonisation et guerre froide**

- ★ Base militaire américaine
- ✳ Expériences nucléaires américaines (1945-1963)
- ✳ Expériences nucléaires britanniques (1953-1962)
- ▨ Zone Pacifique dénucléarisée (traité de Rarotonga signé le 6 août 1985 puis ratifié à l'origine par 8 pays océaniques)
- 19. Année d'indépendance
- Possession américaine
- Possession britannique
- Possession néo-zélandaise
- Pays du Forum des îles du Pacifique
- Pays ayant pu manifester une hostilité à la présence française (liste non exhaustive)

Manifestations et contestations de la puissance française en Océanie au temps de la guerre froide

JACQUES FOCCART EN QUELQUES DATES

- 31 août 1913. Naissance à Ambrières-le-Grand, aujourd'hui Ambrières-les-Vallées (Mayenne). Fils d'Elmire de Courtemanche de la Cléménadière, blanche créole de la Guadeloupe, et de Guillaume Koch-Foccart. Passe ses premières années au château du Tertre (Mayenne).
- 1913-1919. Petite enfance passée à l'Habitation Saint-Charles à Gourbeyre (Guadeloupe), commune de la Basse-Terre où son père assure le mandat de maire (1908-1921) et possède d'importantes plantations de bananes.
- 1919-1925. Retour définitif en métropole : la famille Foccart partage son temps entre le Midi (Nice et la Villa Auguste de Monte-Carlo) et Ambrières (Le Tertre) ; il découvre Paris avec ses grands-parents.
- 1925-1930. Élève interne du lycée de l'Immaculée-Conception à Laval (Mayenne) jusqu'en classe de seconde.
- 1930-1931. Élève en classe de première au lycée de Monte-Carlo, Jacques Foccart ne passe que la première partie de son baccalauréat.
- 1931-1934 : Prospecteur commercial des usines Renault à L'Aigle (Orne) puis à Vendôme (Loir-et-Cher).
- Octobre 1934-avril 1936. Service militaire.
- 1936-1939. Foccart devient employé dans la société commerciale de Jacques Borel, proche de la famille Foccart, spécialisée dans l'import-export avec l'Outre-mer. Le métier officiel de Jacques Foccart est désormais « importateur-exportateur ».
- 20 avril 1939. Mariage avec Isabelle Fenoglio, de sept ans son aînée. Le couple n'aura pas d'enfant.
- 1939-1944. Mobilisé en août 1939 comme sous-officier de l'armée de l'Air et démobilisé en août 1940, Foccart regagne Paris puis fonde une affaire d'exploitation de bois dans l'Orne. À partir de 1943, il assure des responsabilités dans l'Orne et dans la Mayenne au sein d'un réseau de résistance, dépendant des services de renseignement de la France Libre, créé afin de soutenir le Débarquement des Alliés. Il intègre la DGER, ancêtre du SDECE.
1944. Foccart crée à Paris une société d'import-export avec les Antilles (la SAFIEX). Celle-ci restera toujours la base de son activité professionnelle, n'ayant jamais été fonctionnaire de l'État. Il en confie la gestion à son ami Robert Rigaud, dit « Bob ».
- 1947-1958. Nommé en 1947 responsable national du RPF pour les Antilles et la Guyane, désigné conseiller de l'Union française par le RPF en 1950, Foccart devient à partir de là responsable des questions ultramarines et notamment africaines au sein du parti gaulliste. Membre du conseil national, puis secrétaire général adjoint,

et secrétaire général en 1954 du RPF ; il anime jusqu'en 1958, *La Lettre à l'Union française*, instrument de propagande gaulliste à destination de l'Outre-mer.

1948. Découverte de l'existence de sa demi-sœur.

1954. Acquisition de la Villa Charlotte à Luzarches (Val-d'Oise) qui héberge sa célèbre « case à fétiches ».

1958-1974. Nommé par de Gaulle au poste de conseiller technique à Matignon (juin-décembre 1958) puis à l'Élysée (janvier 1959-mars 1959). En mars 1960, Foccart est nommé secrétaire général de la Communauté, qu'il rebaptise secrétariat général des Affaires africaines et malgaches en 1961. Il est en charge des Affaires africaines, de l'Outre-mer, de la liaison avec les services de renseignement et de sécurité et de la relation avec les organisations politiques gaullistes. Il reste en fonction jusqu'à l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, à l'exception de l'intérim d'Alain Poher en 1969. À partir de 1970, le service de son secrétariat général quitte l'hôtel de Noirmoutier, 138 rue de Grenelle, pour s'installer au 2 rue de l'Élysée.

1960. Cofondateur du Service d'action civique (SAC), héritier du service d'ordre et organe du mouvement gaulliste.

384

1974-1981. Jacques Foccart fait campagne pour Jacques Chaban-Delmas en 1974 ; sitôt élu, Valéry Giscard d'Estaing met fin à ses fonctions et liquide le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches. Officiellement en retrait de la vie politique, Foccart se recentre sur ses activités professionnelles et lance la SAFIEX à l'assaut du marché africain ; parallèlement, il continue à entretenir ses réseaux en Afrique et dans les DOM-TOM à titre privé. Depuis la coulisse, il observe et accompagne la recomposition de la famille gaulliste.

1981-1986. À la présidentielle de 1981, Foccart est l'un rares gaullistes historiques à soutenir la candidature de Jacques Chirac et le seul baron à avoir finalement rallié le RPR. Dans l'opposition au socialisme, il affermit ses liens avec ce dernier et apporte son expérience à la reconstruction de la famille gaulliste en vue de revenir au pouvoir.

1986-1988. Conseiller à Matignon auprès de Jacques Chirac.

1988-1995. « Monsieur Afrique » de Jacques Chirac, Foccart crée la cellule Afrique de la Mairie de Paris, sise rue Martignac, et s'engage en faveur de Chirac en vue des élections présidentielles de 1995.

1991. Liquidation de la SAFIEX.

1995. Jacques Chirac, élu président, nomme Jacques Foccart son « représentant personnel auprès des chefs d'État africains » (14 rue de l'Élysée) en marge de la cellule Afrique de l'Élysée, dirigée par Michel Dupuch (2 rue de l'Élysée). Jacques Chirac l'élève à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur.

19 mars 1997. Décès à son domicile parisien de la rue de Prony.

PLAN DE L'INVENTAIRE DU FONDS FOCCART AUX ARCHIVES NATIONALES

PAPIERS FOCCART (FONDS « SCRIBE »)

Secrétariat particulier

Relations avec le général de Gaulle (1958-1971) [5 AG F/1-35]

Relations avec Georges Pompidou (1969-1974) [5 AG F/36-41]

Documents généraux d'organisation (1959-1974) [5 AG F/42-58]

Correspondance et intervention (1958-1974) [5 AG F/59-143]

Conseiller technique du général de Gaulle (1958-1960) [5 AG F/59-70]

Secrétaire général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté
(1960-1974) [5 AG F/71-143]

Papiers du conseiller présidentiel

Conseiller politique [5 AG F/144-317]

Centre pour l'expansion économique française (1955-1958) [5 AG F/144]

Union française (1958) [5 AG F/145]

Présidence du Conseil (1958) [5 AG F/146-157]

Présidence de la République (1959-1974) [5 AG F/158-317]

Relations politiques et institutionnelles (1958-1974) [5 AG F/158-221]

Élections présidentielles (1965, 1969, 1974) [5 AG F/222-240]

Élections et consultations nationales et locales (1958-1972) [5 AG F/241-317]

Conseiller pour les affaires de renseignement et de sécurité [5 AG F/318-344]

Réforme du renseignement (1958-1959) [5 AG F/318-319]

Guerre d'Algérie et décolonisation de l'Afrique subsaharienne (1958-1968)
[5 AG F/320-331]

Services de renseignements de la République (1958-1974) [5 AG F/332-338]

Renseignement privé (1958-1976) [5 AG F/339-344]

Conseiller pour les Affaires africaines et malgaches [5 AG F/345-692]

La Communauté (1958-1968) [5 AG F/345-380]

Création (1958-1968) [5 AG F/345-351]

Réunions du Conseil exécutif (1959-1960) [5 AG F/352-363]

Comités du Conseil exécutif (1959-1960) [5 AG F/364-373]

Relations avec les instances extérieures (1958-1964) [5 AG F/374-380]

Définition d'une politique africaine après 1960 (1961-1974) [5 AG F/381-392]
Voyages du général de Gaulle en Afrique (1958-1966) [5 AG F/393-398]
Voyages de Georges Pompidou en Afrique (1970-1973) [5 AG F/399-441]
Visites de chefs d'État africains en France (1960-1974) [5 AG F/442-499]
Voyages de Jacques Foccart (1961-1973) [5 AG F/500-505]
Voyages en Afrique et séjours en France de personnalités (1959-1974)
[5 AG F/506-523]
Instances d'échanges franco-africains et organisations africaines (1959-
1973) [5 AG F/524-527]
États issus de l'Afrique-Occidentale française (1958-1974) [5 AG F/528-621]
États issus de l'Afrique-Équatoriale française (1958-1974) [5 AG F/622-663]
États issus des colonies de l'océan Indien (1958-1974) [5 AG F/664-677]
États issus des colonies belges (1959-1974) [5 AG F/678-688]
États étrangers à l'Afrique francophone (1958-1974) [5 AG F/689-692]

Conseiller pour les DOM-TOM [5 AG F/693-841]
Dossiers de personnalités (1959-1972) [5 AG F/693-700]
Notes du général de Gaulle (1962-1969) [5 AG F/701-704]
Conseils restreints (1962-1974) [5 AG F/705-734]
Organisations de la politique pour les DOM-TOM (1958-1974) [5 AG F/735-
746]
Voyages dans les DOM-TOM (1960-1974) [5 AG F/747-750]
Départements d'outre-mer (1958-1974) [5 AG F/751-782]
Territoires d'outre-mer (1951-1974) [5 AG F/783-841]
Amérique (1951-1973) [5 AG F/783-788]
Océan Indien (1958-1974) [5 AG F/789-819]
Océans Austral et Pacifique (1958-1974) [5 AG F/820-841]

« Cabinet » de Jacques Foccart

René Journiac, conseiller technique (1965-1974) [5 AG F/842-937]
Chrono des documents à l'attention du président de la République (1965-
1974) [5 AG F/842-878]
Chrono du secrétariat général (1967-1974) [5 AG F/879-893]
Dossiers de R. Journiac (1958-1974) [5 AG F/894-926]
Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches (1959-1974)
[5 AG F/927-937]
Collaborateurs pour les affaires politiques (1958-1974) [5 AG F/938-978]
Joseph Desmarescaux (1958-1974) [5 AG F/938-970]
Denise Rieu (1963-1974) [5 AG F/971-978]
Chargés de mission pour les affaires africaines et malgaches (1958-1974) [5 AG F/979-
1037]
Pierre Angéli (1960-1961) [5 AG F/979-981]
Vincent Balesi (1956-1973) [5 AG F/982-986]
Pierre Decheix (1963-1968) [5 AG F/987-989]

Jean Guézille (1960-1961) [5 AG F/990]
Yves Jouhaud (1961-1966) [5 AG F/991]
Guy Le Bellec (1960-1974) [5 AG F/992-1010]
Maurice Ligoit (1960-1964) [5 AG F/1011]
Robert Mazeyrac (1972-1974) [5 AG F/1012-1015]
Jean Mialet (1960-1962) [5 AG F/1016]
Jacques Mouradian (1963-1964) [5 AG F/1017]
Jean Ribo (1969-1972) [5 AG F/1018-1020]
Alain Richard (1960-1974) [5 AG F/1021-1034]
Jacques Richard (1959-1974) [5 AG F/1035-1037]
Chargés de mission pour les DOM-TOM (1958-1974) [5 AG F/1038-1085]

SECRETARIAT GÉNÉRAL DES AFFAIRES AFRICAINES ET MALGACHES ET DE LA COMMUNAUTÉ (FONDS « ÉLYSÉE »)

Cellule Plantey

Affaires institutionnelles (1958-1964) [5 AG F/1086-1206]
 Instances communautaires (1958-1964) [5 AG F/1086-1127]
 Accession à l'indépendance (1958-1965) [5 AG F/1128-1172]
 Activités des chargés de mission (1956-1964) [5 AG F/1173-1206]
Affaires internationales (1958-1964) [5 AG F/1207-1211]
Affaires judiciaires et juridiques (1958-1963) [5 AG F/1212-1245]
 Activités communes de R. Journiac et son équipe (1958-1961) [5 AG F/1212-1215]
 Affaires juridiques (1953-1963) [5 AG F/1216-1224]
 Affaires judiciaires (1958-1961) [5 AG F/1225-1245]

« Cabinet » de Jacques Foccart

Secrétaire général (1959-1965) [5 AG F/1246-1251]
Conseiller technique (1960-1974) [5 AG F/1252-1264]
Chargés de mission (1959-1974) [5 AG F/1265-1286]
 Affaires africaines et malgaches (1959-1974) [5 AG F/1265-1283]
 DOM-TOM (1962-1972) [5 AG F/1284-1286]

Affaires politiques

Télégrammes diplomatiques et officiels (1960-1974) [5 AG F/1287-1446]
Synthèses diplomatiques (1959-1974) [5 AG F/1447-1635]
« Pré carré » (1958-1974) [5 AG F/1636-2123]

- Afrique occidentale (1960-1974) [5 AG F/1636-1777]
 Guinée-Conakry (1959-1974) [5 AG F/1636-1652]
 Mali (1960-1974) [5 AG F/1653-1685]
 Mauritanie (1958-1974) [5 AG F/1686-1722]
 Sénégal (1958-1974) [5 AG F/1723-1776]
 Sécheresse au Sahel (1973) [5 AG F/1777]
- Afrique occidentale (1958-1974) [5 AG F/1778-1905]
 Conseil de l'Entente (1960-1972) [5 AG F/1778-1781]
 Côte d'Ivoire (1958-1974) [5 AG F/1782-1814]
 Dahomey (1958-1974) [5 AG F/1815-1838]
 Haute-Volta (1958-1974) [5 AG F/1839-1859]
 Niger (1958-1974) [5 AG F/1860-1886]
 Togo (1958-1974) [5 AG F/1887-1905]
- Afrique équatoriale (1958-1974) [5 AG F/1906-2072]
 Communauté des anciens membres de l'Afrique-Équatoriale française
 (1959-1973) [5 AG F/1906-1909]
 Cameroun (1958-1974) [5 AG F/1910-1935]
 Centrafrique (1958-1974) [5 AG F/1936-1962]
 Congo-Brazzaville (1958-1974) [5 AG F/1963-1995]
 Gabon (1958-1974) [5 AG F/1996-2024]
 Tchad (1958-1974) [5 AG F/2025-2058]
 Subversion (1964-1973) [5 AG F/2059-2072]
- Madagascar (1958-1974) [5 AG F/2073-2123]
- Afrique « hors champ » (1958-1974) [5 AG F/2124-2342]
- Afrique francophone et anciennes colonies belges (1958-1974) [5 AG F/2124-2206]
 République démocratique du Congo [5 AG F/2124-2168]
 Burundi et Rwanda [5 AG F/2169-2191]
 Élargissement de la politique du « pré carré » [5 AG F/2192-2206]
- Afrique anglophone et anciennes colonies britanniques (1959-1974)
 [5 AG F/2207-2315]
 Politique post-coloniale britannique (1959-1971) [5 AG F/2207-2208]
 Afrique occidentale anglophone (1960-1974) [5 AG F/2209-2255]
 Afrique orientale anglophone (1959-1974) [5 AG F/2256-2281]
 Afrique australe anglophone (1960-1974) [5 AG F/2282-2305]
 Océan Indien anglophone (1960-1974) [5 AG F/2306-2315]
- Afrique lusophone et colonies portugaises (1960-1974) [5 AG F/2316-2323]
 Afrique hispanophone et colonies espagnoles (1967-1974) [5 AG F/2324-2326]
 Corne de l'Afrique (1960-1974) [5 AG F/2327-2342]
- Aires hors d'Afrique subsaharienne (1959-1974) [5 AG F/2343-2436]
 Afrique du Nord et Moyen-Orient (1959-1974) [5 AG F/2343-2375]
 Amérique (1960-1974) [5 AG F/2376-2403]
 Europe (1960-1974) [5 AG F/2404-2434]
 Océanie (1964-1971) [5 AG F/2435-2436]
- Organisations internationales (1958-1974) [5 AG F/2437-2591]

- Organisation des Nations unies (1958-1974) [5 AG F/2437-2495]
 - Organes centraux (1958-1974) [5 AG F/2437-2475]
 - Institutions dépendant de l'ONU (1958-1974) [5 AG F/2476-2495]
- Organisations intercontinentales (1961-1974) [5 AG F/2496-2507]
- Organisations africaines (1958-1974) [5 AG F/2508-2556]
 - Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara (1959-1964) [5 AG F/2508]
 - Organisation de l'unité africaine (1958-1974) [5 AG F/2509-2530]
 - Organisation africaine et malgache du groupe francophone (1960-1974) [5 AG F/2531-2553]
 - Organisations régionales (1959-1971) [5 AG F/2554-2556]
- Communauté économique européenne (1960-1974) [5 AG F/2557-2587]
- Conférences et organisations non gouvernementales (1959-1971) [5 AG F/2588-2591]
- Affaires réservées (1958-1974) [5 AG F/2592-2640]
 - Communauté (1960-1968) [5 AG F/2592-2595]
 - Renseignement (1959-1974) [5 AG F/2596-2628]
 - Relations avec les services de renseignement (1960-1973) [5 AG F/2596-2606]
 - Surveillance politique (1959-1974) [5 AG F/2607-2628]
 - Enquêtes et missions particulières (1958-1971) [5 AG F/2629-2640]

Affaires militaires

- Présidence du général de Gaulle (1959-1969) [5 AG F/2641-2695]
 - Officiers de l'état-major particulier (1959-1969) [5 AG F/2641-2672]
 - Chargés de mission civils (1960-1969) [5 AG F/2673-2695]
- Présidence de Georges Pompidou (1969-1974) [5 AG F/2696-2769]

Affaires économiques et financières

- Mission de Jean Mialet (1958-1968) [5 AG F/2770-2826]
 - Communauté et indépendance (1958-1962) [5 AG F/2770-2786]
 - Dossiers clos en 1962 (1960-1962) [5 AG F/2787-2809]
 - Activités d'influence économique (1959-1968) [5 AG F/2810-2826]
- Mission économique et financière (1958-1974) [5 AG F/2827-3041]
 - Orientation générale (1958-1974) [5 AG F/2827-2868]
 - Mission de J.-P. Hadengue (1958-1966) [5 AG F/2827-2853]
 - Mission de G. Barrère (1966-1974) [5 AG F/2854-2868]
 - Politique financière du franc CFA (1959-1973) [5 AG F/2869-2909]
 - Grands secteurs d'activités économiques (1958-1974) [5 AG F/2910-2971]
 - Grands produits (1958-1973) [5 AG F/2910-2936]
 - Matières premières stratégiques (1959-1974) [5 AG F/2937-2951]
 - Télécommunications et transports (1959-1973) [5 AG F/2952-2969]
 - Tourisme (1960-1968) [5 AG F/2970-2971]
 - Relations bilatérales (1959-1973) [5 AG F/2972-3041]

« Pré carré » (1959-1973) [5 AG F/2972-3036]
Afrique « hors champ » (1960-1972) [5 AG F/3037-3041]

Coopération

Coopération générale (1958-1974) [5 AG F/3042-3249]
Fonds d'aide et de coopération (1960-1974) [5 AG F/3042-3147]
Assistance technique en personnel (1958-1974) [5 AG F/3148-3180]
Synthèses des missions d'aide et de coopération (1966-1974) [5 AG F/3181-3210]
Politiques de développement (1959-1974) [5 AG F/3211-3224]
Réformes de la politique d'aide et de coopération (1959-1973) [5 AG F/3225-3243]
Expatriés (1960-1974) [5 AG F/3244-3249]
Coopération technique (1959-1974) [5 AG F/3250-3404]
Affaires judiciaires et juridiques (1959-1973) [5 AG F/3250-3274]
Affaires culturelles, scientifiques et techniques (1959-1974) [5 AG F/3275-3379]
Francophonie (1961-1974) [5 AG F/3275-3285]
Enseignement et enseignement supérieur (1959-1974) [5 AG F/2386-3340]
Action culturelle (1960-1974) [5 AG F/3341-3352]
Jeunesse et sport (1960-1974) [5 AG F/3353-3358]
Information et médias (1960-1974) [5 AG F/3359-3375]
Vie associative franco-africaine (1960-1974) [5 AG F/3376-3379]
Affaires sociales (1960-1974) [5 AG F/3380-3404]
Affaires générales (1960-1974) [5 AG F/3380-3391]
Relations bilatérales (1960-1974) [5 AG F/3392-3400]
Anciens combattants (1960-1974) [5 AG F/3401-3404]

390

Départements et territoires d'outre-mer

Télégrammes officiels (1962-1969) [5 AG F/3405-3419]
Synthèses officielles (1963-1973) [5 AG F/3420-3438]
Politiques de développement (1958-1974) [5 AG F/3439-3490]
Départements d'outre-mer (1960-1974) [5 AG F/3491-3518]
Affaires politiques (1962-1974) [5 AG F/3491-3515]
Antilles (1963-1970) [5 AG F/3491-3502]
Guyane (1962-1974) [5 AG F/3503-3508]
Réunion (1962-1973) [5 AG F/3509-3515]
Affaires militaires communes (1960-1972) [5 AG F/3516-3518]
Territoires d'outre-mer (1959-1974) [5 AG F/3519-3573]
Saint-Pierre-et-Miquelon (1961-1970) [5 AG F/3574-3521]
Océan Indien (1959-1974) [5 AG F/3522-3573]
Comores (1959-1974) [5 AG F/3522-3529]
Côte française des Somalis [CFS] et Territoire français des Afars et des Issas (1959-1974) [5 AG F/3530-3541]

- Océans Austral et Pacifique (1959-1974) [5 AG F/3542-3573]
 - Nouvelle-Calédonie (1962-1973) [5 AG F/3542-3558]
 - Polynésie française (1961-1973) [5 AG F/3559-3565]
 - Nouvelles-Hébrides (1960-1974) [5 AG F/3566-3568]
 - Terres australes et antarctiques françaises (1959-1972) [5 AG F/3569-3571]
 - Wallis-et-Futuna (1960-1969) [5 AG F/3572-3573]

Services du secrétariat général

- Protocole (1958-1974) [5 AG F/3574-3743]
 - Visites et voyages officiels (1959-1974) [5 AG F/3574-3636]
 - Voyages officiels du Président français en Afrique (1959-1973) [5 AG F/3574-3600]
 - Visites officielles de chefs d'État africains en France (1961-1972) [5 AG F/3601-3620]
 - Voyages de personnalités (1960-1974) [5 AG F/3621-3636]
 - Correspondance officielle (1960-1974) [5 AG F/3637-3649]
 - Cérémonies et réceptions (1959-1974) [5 AG F/3650-3685]
 - Documentation (1958-1974) [5 AG F/3686-3731]
 - Information institutionnelle et administrative (1958-1974) [5 AG F/3686-3721]
 - Dossiers d'activités du service du protocole (1960-1974) [5 AG F/3722-3731]
 - Relations parlementaires (1959-1974) [5 AG F/3732-3743]
- Bureau de documentation et de presse (1944-1974) [5 AG F/3744-3889]
 - Fonctionnement (1958-1974) [5 AG F/3744-3765]
 - Presse relative aux présidents de la République (1944-1974) [5 AG F/3766-3784]
 - Presse relative à J. Foccart (1962-1974) [5 AG F/3785-3808]
 - Activités et production (1959-1974) [5 AG F/3809-3852]
 - Documentation (1958-1974) [5 AG F/3853-3889]
- Service administratif et financier (1958-1975) [5 AG F/3890-4072]
 - Fonctionnement et organisation (1959-1975) [5 AG F/3890-3921]
 - Affaires financières (1959-1974) [5 AG F/3922-4027]
 - Comptabilité (1959-1974) [5 AG F/3922-4004]
 - Régie d'avances (1959-1974) [5 AG F/4005-4027]
 - Personnel et ressources humaines (1958-1974) [5 AG F/4028-4072]
 - Dossiers du personnel (1959-1974) [5 AG F/4028-4044]
 - Effectifs et situation administrative des agents (1958-1974) [5 AG F/4045-4056]
 - Rémunérations, pensions et indemnités (1959-1974) [5 AG F/4057-4072]
- Affaires générales (1958-1974) [5 AG F/4073-4155]
 - Courrier (1958-1974) [5 AG F/4073-4109]
 - Correspondance administrative active (1958-1974) [5 AG F/4073-4096]
 - Correspondance administrative passive (1966-1974) [5 AG F/4097-4109]
 - Logistique (1953-1974) [5 AG F/4110-4146]
 - Organisation du secrétariat général (1959-1974) [5 AG F/4110-4119]

Documentation (1958-1974) [5 AG F/4120-4131]
Archivage (1953-1970) [5 AG F/4132-4146]
Période intérimaire et liquidation du secrétariat général (avril-juin 1974)
[5 AG F / 4147-4155]

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie ne saurait prétendre à l'exhaustivité. Elle se concentre sur six aspects des activités de Jacques Foccart à l'Élysée. Le premier est constitué par les écrits et témoignages de Jacques Foccart. Le second concerne les mémoires de personnalités ayant partie liée avec les activités de Jacques Foccart dans les décennies soixante et soixante-dix (en partie inspiré de titres de la bibliothèque de Jacques Foccart conservée par la fondation Charles-de-Gaulle). La troisième entrée s'attache à la décolonisation de l'Afrique subsaharienne et aux travaux effectués sur la base des archives Foccart. Des références bibliographiques britanniques, portugaises et belges sont introduites : les titres ont été sélectionnés en fonction de leur importance épistémologique et des récentes découvertes archivistiques qu'explorent ces travaux (Migrated Archives britanniques ou archives de la PIDE, la police politique du régime salazariste). La quatrième entrée concerne les Outre-mer, et notamment les tous premiers travaux effectués sur la base des archives Foccart. La cinquième entrée, très brève, est occupée par des œuvres de fiction inspirées de grandes affaires de la décolonisation pour les années soixante et soixante-dix : assassinat de Lumumba et guerre du Congo, version romancée de l'ascension du général Eyadéma au sein des chefs d'État du « pré carré », ou encore intrigue policière inspirée de l'affaire Ben Barka. Enfin, une sixième entrée est consacrée à la filmographie à travers des films documentaires intéressant la décolonisation de l'Afrique francophone et l'évolution des Outre-mer.

Pour une bibliographie intéressant la présidence du général de Gaulle, nous nous référons à celle précédemment établie par Nicole Even : Archives de la présidence de la République. Général de Gaulle (1959-1969), Paris, Archives nationales, 2016, p. 28-33.

ÉCRITS DE JACQUES FOCCART ET ENTRETIENS

Journal de l'Élysée, t. 1, Tous les soirs avec de Gaulle (1965-1967), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997.

Journal de l'Élysée, t. 2, Le Général en mai (1968-1969), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1998.

Journal de l'Élysée, t. 3, Dans les bottes du Général (1969-1971), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1999.

Journal de l'Élysée, t. 4, *La France pompidolienne (1971-1972)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard / Jeune Afrique, 2000.

Journal de l'Élysée, t. 5, *La Fin du gaullisme (1973-1974)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 2001.

(avec Philippe GAILLARD), *Foccart parle*, t. 1, 1913-1969, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1995.

(avec Philippe GAILLARD), *Foccart parle*, t. 2, 1969-1996, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997.

MÉMOIRES, TÉMOIGNAGES ET TRAVAUX DE COLLABORATEURS DE JACQUES FOCCART

AIMÉ-BLANC, Lucien, *L'Indic et le Commissaire*, Paris, Plon, 2006.

BAKARY, Djibo, « *Silence! On décolonise...* » *Itinéraire politique et syndical d'un militant africain*, Paris, L'Harmattan, 1992.

394 BALESI, Vincent, *Méharées : au grand large du fort Coppolini de Tidjikla dans le Sahara occidental*, Paris, Arcam, 1995¹.

BERNET, Philippe, et LEROY-FINVILLE, Marcel, *SDECE, service 7. L'extraordinaire aventure du colonel Leroy-Finville et de ses clandestins*, Paris, Presses de la Cité, 1980.

BERNET, Philippe, et WYBOT Roger, *Roger Wybot et la bataille pour la DST*, Paris, Presses de la Cité, 1975.

BOLOTTE, Pierre, *Mémoires d'un préfet*, tapuscrit consultable au Centre d'archives d'histoire contemporaine de Sciences Po.

BOURGI, Robert, *Le Général de Gaulle et l'Afrique noire, 1940-1969*, Paris/Abidjan, Librairie générale de droit et jurisprudence/Nouvelles éditions africaines, 1980.

« La Communauté », numéro spécial de *Promotions*, préface d'Alain Plantey, 1960/4.

COULIBALY, Daniel Ouezzin, *Combat pour l'Afrique : 1946-1958. Lutte du RDA pour une Afrique nouvelle*, textes présentés par Claude Gérard, Abidjan, Nouvelles éditions africaines, 1988.

DEBRÉ (Michel), *Au service de la nation*, Paris, Stock, 1963².

—, *Une politique pour la Réunion*, Paris, Plon, 1974.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. I, *Combattre*, Paris, Albin Michel, 1984.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. II, *Agir (1946-1958)*, Paris, Albin Michel, 1988.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. III, *Gouverner (1958-1962)*, Paris, Albin Michel, 1988.

1 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

2 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

- , *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. IV, *Gouverner autrement (1962-1970)*, Paris, Albin Michel, 1993.
- DELAUNEY, Maurice, *De la casquette à la jacquette, ou De l'administration coloniale à la diplomatie africaine*, Paris, La Pensée universelle, 1982³.
- DELEPLANQUE, Jean, *Le Préfet et le Saumon. Souvenirs*, Paris, Michel de Maule, 2011.
- DENARD, Bob, et FLEURY, Georges, *Corsaire de la République*, Paris, Robert Laffont, 1998.
- DENARD, Bob, et LUNEL, Pierre, *Bob Denard, le roi de fortune*, Paris, Édition n° 1, 1992.
- DEVLIN, Larry, *Chief of Station, Congo. A memoir of 1960-67*, New York, PublicAffairs, 2007.
- , *CIA, mémoires d'un agent. Ma vie de chef de poste pendant la guerre froide*, trad. Jacques Braibant, Paris/Bruxelles, Jourdan, 2009.
- FANON, Frantz, *Pour la révolution africaine. Écrits politiques*, Paris, Maspero, 1964, rééd. Paris, La Découverte, 2006.
- FENKAM, Frédéric, *Les Révélations de Jean Fochivé, le chef de la police politique des présidents Abidjo et Biya*, Bondy, Minsi, 2003.
- FOYER, Jean, *Sur les chemins du droit avec le Général : mémoires de ma vie politique (1944-1988)*, avec la collaboration de Sabine Jansen, Paris, Fayard, 2006.
- FRANÇAIS, Jean, *Le Putsch de Bokassa. Histoire secrète*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- GOUILLY, Alphonse, *L'Islam devant le monde moderne*, Paris, La Nouvelle Édition, 1945⁴.
- , *L'Islam dans l'Afrique occidentale française*, Paris, Larose, 1952.
- LAMIZANA, Sangoulé, *Mémoires*, t. I, *Sous les drapeaux*, Paris, Jaguar conseil, 1999.
- , *Mémoires*, t. II, *Sur la brèche trente ans durant*, Paris, Jaguar conseil, 1999.
- LANTIER, Jacques, *Le Temps des mercenaires. Faut-il les condamner?*, Verviers/Paris, Gérard et Cie/L'Inter, coll. « Bibliothèque Marabout », 1969⁵.
- LE CORNEC, Jacques, *Un royaume antillais. D'histoires et de rêves et de peuples mêlés*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- LEMARCHAND, Philippe, « *Barbouze* » *du Général*, avec la collaboration de Jean-François Bège, Paris, Le Cherche Midi, 2005.
- LIGOT, Maurice, *Les Accords de coopération entre la France et les États africains et malgache d'expression française*, préface de Jacques Foccart, Paris, La Documentation française, 1964.
- , *Un territoire, une passion*, Paris, France-Empire, 1993⁶.

3 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

4 Alphonse Gouilly est un des pseudonymes littéraires utilisés par Jacques Mouradian, du temps où il était administrateur colonial.

5 Sous le pseudonyme du héros de *La Bête humaine* d'Émile Zola se cache en réalité le commissaire Raymond (dit Ange) Antonini, qui fut notamment envoyé suivre la crise congolaise pour l'ONU avant de devenir conseiller de François Tombalbaye pour les questions de police au titre de la coopération franco-tchadienne.

6 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

- LISSETTE, Gabriel, *Le Combat du Rassemblement démocratique africain pour la décolonisation pacifique de l'Afrique noire*, Paris, Présence africaine, 1983.
- MALOUBIER, Bob, *L'Espion aux pieds palmés*, Paris/Monaco, Éditions du Rocher, 2013.
- MARENCHES, Alexandre de, et OCKRENT, Christine, *Dans le secret des princes*, Paris, Stock, 1986.
- MESSMER, Pierre, *Après tant de batailles. Mémoires*, Paris, Albin Michel, 1992.
- N'DIAYE, Bokar, *Les Castes au Mali*, Bamako, Éditions populaires, 1970.
- , *Groupes ethniques au Mali*, Bamako, Éditions populaires, 1970.
- PADMORE, George, *Pan-africanism or Communism? The Coming Struggle for Africa*, London, Dobson, 1956 ; *Panafricanisme ou communisme ? La prochaine lutte pour l'Afrique*, trad. Thomas Diop, Paris, Présence africaine, 1961.
- QUENUM, Maximilien, *Au pays des Fons. Us et coutumes du Dahomey*, Paris, Larose, 1938.
- RAPHAËL-LEYGUES, Jacques, *Chroniques des années incertaines 1935-1945*, Paris, France-Empire, 1977.
- RENAULT, Alain, et ROBERT, Maurice, *Maurice Robert, « ministre » de l'Afrique*, Paris, Éditions du Seuil, 2004.
- ROCHET, Jean, *Cinq ans à la tête de la DST (1967-1972) : la mission impossible*, Paris, Plon, 1985.
- ROUGELET, Patrick, *RG, la machine à scandales*, Paris, Albin Michel, 1997.
- SANMARCO, Louis, *Le Colonisateur colonisé*, Lausanne, Pierre-Marcel Favre, 1983.
- SASIA, Raymond, *Le Mousquetaire du Général. Entretiens avec le père Philippe Verdin*, Paris, Guéna, 2010.
- SOUTOU, Jean-Marie, *Un diplomate engagé. Mémoires 1939-1979*, Paris, De Fallois, 2011.
- STOCKWELL, John, *In Search of Enemies: A CIA Story*, New York, Norton, 1978.
- THIBAU, Jacques, *La France colonisée*, Paris, Flammarion, 1979.
- VIÉ, Jean-Émile, *Faut-il abandonner les DOM?*, Paris, Économica, 1978.
- , *Mémoires d'un directeur des renseignements généraux*, Paris, Albin Michel, 1988.
- YOULOU, Fulbert, *J'accuse la Chine*, Paris, La Table ronde, 1966.
- ZELLER, André, *Journal d'un prisonnier. Le témoignage d'un des quatre généraux du putsch d'Alger*, avant-propos et notes de Bernard Zeller, Paris, Tallandier, 2014.

DÉCOLONISATION DE L'AFRIQUE

- AGERON, Charles-Robert, *La Décolonisation française* (1991), 2^e éd. revue et augmentée, Paris, Amand Colin, 1994.
- AGERON, Charles-Robert, et MICHEL, Marc (dir.), *L'Afrique noire française. L'heure des indépendances*, Paris, CNRS éditions, 1992.

- AGERON, Charles-Robert, et MICHEL, Marc (dir.), *L'Ère des décolonisations*, Paris, Karthala, 1995.
- AMSELLE, Jean-Loup, et M'BOKOLO, Elikia (dir.), *Au cœur de l'ethnie : ethnologie, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte, 1985.
- ANDERSON, David, *Histories of the Hanged: The Dirty War in Kenya and the End of Empire*, New York, Norton, 2005.
- ANDREW, Christopher, et MITROKHINE, Vassili, *Le KGB à l'assaut du tiers monde : agression, corruption, subversion*, Paris, Fayard, 2008.
- AWENANGO, Séverine, BARTHÉLÉMY, Pascale, et TSHIMANGA, Charles (dir.), *Écrire l'histoire de l'Afrique autrement ?*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- BAT (Jean-Pierre), « Les archives de l'AEF », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 301-310.
- , « Le rôle de la France après les indépendances. Jacques Foccart et la *Pax Gallica* », *Afrique contemporaine*, 235, 2010/3, p. 43-52.
- , *Le Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2012.
- , « Georges Conan. RG et contre-subversion au Cameroun (1955-1960) » et « Artine Hamalian, itinéraire d'un policier "harki" avant la lettre. De la Sûreté générale du Liban et de la Syrie à la délégation SCTIP de Fort-Lamy », dans Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 167-171 et p. 187-198.
- , « Les diamants (de Bokassa) sont éternels. Pré carré et guerre fraîche : la fabrique de la Françafrique », *Afrique contemporaine*, 246, 2013/2, p. 127-148.
- , *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015, rééd. poche 2017.
- , *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État*, Paris, Tallandier, 2016.
- , « Le secteur N (Afrique) et la fin de la Guerre froide », *Relations internationales*, 165, 2016/1, p. 43-56.
- BAT, Jean-Pierre, et GENESTE, Pascal, « Jean Maurice Beaupré : de Fontaine à Mathurin, JMB au service du Général », *Relations internationales*, 142, 2010/2, p. 87-100.
- BAULIN, Jacques, *La Politique africaine d'Houphouët-Boigny*, Paris, Eurafor-Press, 1980.
- , *La Succession d'Houphouët-Boigny : les débuts de Konan Bédié*, Paris, Karthala, 2000.
- BAYART, Jean-François, *L'État en Afrique, la politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989 (2^e éd. 2006).
- BAZENGISSA-GANGA, Rémy, *Les Voies du politique au Congo : essai de sociologie historique*, Paris, Khartala, 1997.
- BERNAULT, Florence, *Démocraties ambiguës en Afrique centrale : Congo-Brazzaville, Gabon, 1940-1965*, Paris, Karthala, 1996.
- BERNUSSOU, Jérôme, *Histoire et mémoire au Niger de l'indépendance à nos jours*, Toulouse, CNRS/Université de Toulouse-le-Mirail, 2009.

- BETI, Mongo, *Main basse sur le Cameroun. Autopsie d'une décolonisation*, Paris, Maspero, 1972, rééd. Paris, La Découverte, 2010.
- BIGO, Didier, *Pouvoir et obéissance en Centrafrique*, Paris, Karhala, 1988.
- BRUNSCHWIG, Henri, *L'Avènement de l'Afrique Noire, du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1963.
- BUIJTENHUIJS, Robert, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984) : la révolution introuvable*, Paris/Ra Leiden, Karhala/Afrika-Studiecentrum, 1987.
- CHAFER, Tony, et KEESE, Alexander, *Francophone Africa at Fifty*, Manchester, Manchester University Press, 2014.
- CHRÉTIEN, Jean-Pierre, *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2003.
- CHRÉTIEN, Jean-Pierre, et DUPAQUIER, Jean-François, *Burundi 1972. Au bord des génocides*, Paris, Karhala, 2007.
- Comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique*, t. VIII : *L'Afrique depuis 1935*, Paris, UNESCO, 1988.
- Congo 1960 : échec d'une décolonisation*, préface de Colette Braeckman, Bruxelles, André Versaille, 2010.
- COOPER, Frederick, *Africa since 1940: The Past of the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002 ; *L'Afrique depuis 1940*, trad. Christian Jeanmougin, Paris, Payot, 2008, rééd. poche 2012.
- CORNÈDE, Martine, « Politique d'ouverture des fonds coloniaux », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 313-320.
- CORREAU, Laurent, *Goukouni Weddeye. Témoignage pour l'histoire du Tchad*, RFI, 2008.
- DARD, Olivier, *Voyage au cœur de l'OAS*, Paris, Perrin, 2005.
- DELTOUBE, Thomas, DOMERGUE, Manuel, et TATSITSA, Jacob, *Kamerun! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique*, Paris, La Découverte, 2011.
- DECALO, Samuel, *Psychoses of Power: African Personal Dictatorships*, Boulder (Colo.)/London, Westview Press, 1998.
- DE WITTE, Ludo, *L'Assassinat de Lumumba*, Paris, Karhala, 2000.
- DINMMADJI DE PARSAMBA, Arnaud, *Ngarta Tombalbaye. Parcours et rôle dans la vie politique du Tchad (1959-1975)*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- DURAND, Pierre-Michel, *L'Afrique et les relations franco-américaines des années soixante. Aux origines de l'obsession américaine*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- ELKINS, Caroline, *Britain's Gulag. The Brutal End of Empire in Kenya*, London, Jonathan Cape, 2005.
- EL MECHAT, Samia, et RENUCCI, Florence, *Les Décolonisations au XX^e siècle. Les hommes de la transition. Itinéraires, actions et traces*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- EVARD, Camille, « Le chef de bataillon François Beslay, un officier hors-cadre. Des méharistes coloniaux à l'armée nationale mauritanienne », dans Jean-Pierre Bat

- et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 173-186.
- FAES, Géraldine, et SMITH, Stephen, *Bokassa I^{er}, un empereur français*, Paris, Calmann-Lévy, 2000.
- FALIGOT, Roger, *Tricontinentale. Quand Che Guevara, Ben Barka, Cabral, Castro et Hô Chi Minh préparaient la révolution mondiale (1964-1968)*, Paris, La Découverte, 2013.
- GALIBERT, Didier, *Les Gens de pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoires (1956-2002)* (2009), 2^e éd. revue et augmentée, Paris, Karthala, 2011.
- GÉRARD, Claude, *Les Pionniers de l'indépendance*, Paris, Inter-continents, 1975.
- GIFFORD, Prosser, et LOUIS, William Roger (dir.), *Decolonization and African Independence: The Transfers of Power (1960-1980)*, New Heaven/London, Yale University Press, 1988.
- GLASER, Antoine, et SMITH, Stephen, *Ces messieurs Afrique. Le Paris-village du continent noir*, Paris, Calmann-Lévy, 1992.
- , *Comment la France a perdu l'Afrique*, Paris, Calmann-Lévy, 2005, rééd. Paris, Hachette littératures, coll. « Pluriel », 2006, nouvelle éd., Paris, Pluriel, 2014.
- GRAH MEL, Frédéric, *Félix Houphouët-Boigny. Biographie*, Abidjan/Paris, CERAP/Maison neuve et Larose, t. 1, *Le Fulgurant Destin d'une jeune proie (?-1960)*, 2003 ; t. 2, *L'Épreuve du pouvoir (1960-1980)*, 2010 ; t. 3, *La Fin et la suite*, 2010.
- JENNINGS, Eric, *La France libre fut africaine*, Paris, Perrin, 2014.
- LAZARUS, Neil (dir.), *Penser le postcolonial, introduction critique*, Paris, Amsterdam, 2006.
- LE HUNSEC, Mathieu, *La Marine nationale en Afrique depuis les indépendances : cinquante ans de diplomatie navale dans le golfe de Guinée*, Vincennes, Service historique de la Défense, 2011.
- LEWIN, André, *Ahmed Sékou Touré (1922-1984) : président de la Guinée de 1958 à 1984*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- MARINHO, António Luís, *Operação Mar Verde. Um documento para a história*, Lisboa, Temas e Debates, 2006.
- MATEUS, Dalila Cabrita, *A PIDE/DGS na Guerra Colonial (1961-1974)*, Lisboa, Terramar, 2004.
- M'BAYE, Saliou, « Le CAOM : un centre d'archives partagées ? », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 291-299.
- , *Histoire des institutions contemporaines du Sénégal (1956-2000)*, Dakar, chez l'auteur, 2012.
- MÉDARD, Jean-François (dir.), *États d'Afrique noire : formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1991.
- MEMMI, Albert, *Portrait du décolonisé arabo-musulman et de quelques autres* (2004), éd. revue et augmentée d'une postface, Paris, Gallimard, 2005, rééd. coll. « Folio actuel », 2007.

- MICHEL, Marc, *Décolonisations et émergence du tiers monde* (1993), 2^e éd., Paris, Hachette supérieur, 2005.
- MIGANI, Guïa, *La France et l'Afrique subsaharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance*, Bruxelles, Peter Lang, 2008.
- MORTIMER, Edward, *France and the Africans (1944-1960): A Political History*, London, Faber & Faber, 1969.
- MURPHY, Philip, *Monarchy and the End of Empire. The House of Windsor, the British Government and the Postwar Commonwealth*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
- NATIVEL, Didier, et RAJAONAH, Faranirina (dir.), *Madagascar et l'Afrique. Entre identité insulaire et appartenances historiques*, Paris, Karthala, 2007.
- N'DOMBET, Wilson-André, *Partis politiques et unité nationale au Gabon (1957-1989)*, Paris, Kathala, 2009.
- NGOUPANDE, Jean-Paul, *L'Afrique sans la France. Histoire d'un divorce consommé*, Paris, Albin Michel, 2002.
- OBIANG, Jean-François, *France-Gabon, pratiques clientélares et logiques d'État dans les relations franco-africaines*, Paris, Karthala, 2007.
- PÉAN, Pierre, *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 1983.
- RABENORO, Césaire, *Les Relations extérieures de Madagascar de 1960 à 1972*, Paris, L'Harmattan, 2011.
- RAISON-JOURDE, Françoise et ROY, Gérard, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar. De Monja Jaona à Ratsimandrava (1960-1975)*, Paris, Karthala, 2010.
- RAVALOSON, Jaona, *Transition démocratique à Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- SAUR, Léon, *Le Sabre, la machette et le goupillon. Des apparitions de Fatima au génocide rwandais*, [Bierges], Mols, 2010.
- SAURA, André, *Philibert Tsiranana (1910-1978), premier président de la République de Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 2006, t. 1, *À l'ombre de de Gaule*; t. 2, *Le Crépuscule du pouvoir*.
- TIQUET, Romain, « D'un État à l'autre, la stratégie du Guépard policier. Transfert total ou legs partiel des pouvoirs de police en Haute-Volta (1949-1960) » et « Hubert Kho. Premier Africain de la Sûreté voltaïque », dans Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 125-145 et p. 199-207
- TORRENT, Mélanie, *British Decolonisation (1919-1984). The Politics of Power, Liberation and Influence*, Paris, PUF/CNED, 2012.
- VERMEREN, Pierre, *Le Choc des décolonisations. De la guerre d'Algérie aux printemps arabes*, Paris, Odile Jacob, 2015.
- VERSCHAVE, François-Xavier, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998.

- WALRAVEN, Klass Van, *The Yearning for Relief. A History of the Sawaba Movement in Niger*, Leiden, Brill, 2013 ; *Le Désir du calme : l'histoire du mouvement Sawaba au Niger*, trad. fr., Rennes, PUR, 2017.
- WALTON, Calder, *Empire of secrets. British Intelligence, Cold War and the Twilight of Empire*, London, HarperPress, 2013.
- WAUTHIER, Claude, *Quatre présidents et l'Afrique : de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand. Quarante ans de politique africaine*, Paris, Éditions du Seuil, 1995.

HISTOIRE DES OUTRE-MER

- ALDRICH, Robert, et CONNELL, John, *The Last Colonies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- , *French overseas Frontiers: Départements et territoires d'outre-mer*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
- AUDIGIER, François, « Les gaullistes et la Nouvelle-Calédonie de l'après-guerre à 1981 », *Revue juridique, politique et économique de la Nouvelle-Calédonie*, 4, 2004, p. 61-68.
- , « Jacques Foccart, un conseiller très influent au service d'une certaine idée de l'Outre-Mer (1965-1969) », dans Paul de Deckker (dir.), *Figures de l'État dans le Pacifique*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 195-210.
- , « Les réseaux Foccart en Outre-Mer à la fin de la IV^e République, une étude de cas : le capitaine de gendarmerie mobile Dargelos », *Outre-Mers, revue d'histoire*, 358-359, 2008, p. 59-75.
- BONIN, Hubert (dir.), « Mayotte : un enjeu ultramarin », n° 374-375 d'*Outre-Mers, revue d'histoire*, 2012, p. 5-99.
- COMBEAU, Yves, *L'Île de la Réunion dans le XX^e siècle : un itinéraire français dans l'océan Indien (colonie, département, région)*, [Saint-Denis]/[Saint-André], CRESOI/Océan éditions, 2009.
- [Commission temporaire d'information et de recherche historique], *Rapport à Madame la ministre des Outre-mer sur les événements de décembre 1959 en Martinique, de juin 1962 et de mai 1967 en Guadeloupe*, Paris, La Documentation française, 2016⁸.
- CONSTANT, Fred, et DANIEL, Justin (dir.), *1946-1996 : Cinquante ans de départementalisation outre-mer*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- DANIEL, Justin (dir.), *Les Outre-mers à l'épreuve du changement : réalités et perspectives des réformes territoriales*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- DUBOIS, Colette, *Djibouti 1888-1967. Héritage ou frustration?*, Paris, L'Harmattan, 1997.

8 Co-auteurs : Benjamin Stora, Michelle Zancarini-Fournel, Jacques Dumont, Laurent Jalabert, Louis-Georges Placide, Serge Mam Lam Fouck, Edenz Maurice et Sylvain Mary. Le rapport est en ligne sur le site internet de la Documentation française : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/164000717.pdf>

- , « Jacques Foccart et Ali Aref. Un mariage d'intérêt ? », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 30, « Jacques Foccart, entre France et Afrique », 2002, p. 35-49.
- DUMONT, Jacques, *L'Amère Patrie. Histoire des Antilles françaises au XX^e siècle*, Paris, Fayard, 2010.
- DUMONT, Jacques, BÉRARD, Benoît, et SAINTON, Jean-Pierre (dir.), « Les territoires de l'histoire antillaise », n° 378-379 d'*Outre-Mers, revue d'histoire*, 2013.
- GAUVIN, Gilles, *Michel Debré et l'île de la Réunion. Une certaine idée de la plus grande France*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2006.
- IDRISS, Mamaye, « Mayotte département, la fin d'un combat ? Le mouvement populaire mahorais : entre opposition et francophilie (1958-1976) », *Afrique contemporaine*, 247, 2013/3, p. 119-135.
- GUYON, Stéphanie, « Des "Primitifs" aux "Autochtones", savoirs ethnologiques et politiques publiques en Guyane de 1946 à nos jours », *Genèses*, 91, « Outre-mers indigènes », 2013/2, p. 49-70.
- HACHEZ-LEROY, Florence, « Étude d'une relation ambiguë : Foccart et l'entreprise Pechiney », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 30, « Jacques Foccart, entre France et Afrique », 2002, p. 163-170.
- JALABERT, Laurent, *La Colonisation sans nom. La Martinique de 1960 à nos jours*, Paris, Les Indes savantes, 2007.
- , « Les sources de l'histoire de l'Outre-mer sous la V^e République : abondance et diversité pour une histoire en construction », *Outre-Mers, revue d'histoire*, 354-355, 2007/1, p. 285-303.
- LACHAISE, Bernard, « Le RPR et l'Outre-Mer (1981-1986) », dans Jean-Marc Regnault (dir.), *François Mitterrand et les territoires français de Pacifique (1981-1988). Mutations, drames et recompositions : enjeux internationaux et franco-français*, Paris, Les Indes savantes, 2003.
- MAM LAM FOUCK, Serge, *Histoire générale de la Guyane française, des débuts de la colonisation à la fin du XX^e siècle*, Cayenne, Ibis Rouge, 2010.
- MARY, Sylvain, *Le Gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane. Le RPF sous l'œil de Jacques Foccart*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- , « La genèse du service militaire adapté à l'outre-mer. Un exemple de rémanence du passé colonial dans la France des années 1960 », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 132, octobre-décembre 2016, p. 97-110.
- , « Guerre froide et anti-impérialisme dans la "Méditerranée américaine". La France et les Antilles-Guyane face à la Révolution cubaine : enjeux internationaux », *Cahiers d'histoire immédiate*, 2017/1, à paraître.
- MAURICE, Edenz, « Le préfet face aux enseignants autonomistes en Guyane de 1946 au tournant des années 1960. Une inédite rencontre administrative en contexte post-colonial », *Politix*, 2016/4, p. 53-79.
- MOHAMED-GAILLARD, Sarah, *L'Archipel de la puissance ? La politique de la France dans le Pacifique Sud de 1946 à 1992*, Bruxelles, Peter Lang, 1998.

- , « Du condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides au Vanuatu : deux métropoles pour une indépendance », *Journal de la Société des océanistes*, 133, 2011, p. 309-321.
- , « Pierre Messmer, ministre de l'Outre-mer (1971-1972) », dans François Audigier *et alii* (dir.), *Pierre Messmer, au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, p. 242-251.
- REGNAULT, Jean-Marc, *Pouvanaa a Oopa, victime de la raison d'État. Les documents parlent*, Moorea, Les Éditions de Tahiti, 2003.
- , *Conclusions de la mission confiée à Jean-Marc Regnault par l'Assemblée de la Polynésie française: éléments pour une révision du procès de Pouvanaa A Oopa*, Assemblée de la Polynésie française, 2012.
- , « Gouverneurs du Pacifique (1958-1977) », dans François Audigier, Bernard Lachaise, Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 261-282.
- SAINTON, Jean-Pierre, *La Décolonisation improbable. Cultures politiques et conjonctures en Martinique et en Guadeloupe (1943-1967)*, Pointe-à-Pitre, Jasor, 2012.
- TRÉPIED, Benoît, « La décolonisation sans l'indépendance? Sortir du colonial en Nouvelle-Calédonie (1946-1975) », *Genèses*, 91, « Outre-mers indigènes », 2013/2, p. 7-27.
- ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, « Émotions antillaises, émotion de l'historienne, au prisme de l'histoire postcoloniale et des relations internationales », dans Antoine Marès et Marie-Pierre Rey (dir.), *Mémoires et émotions : au cœur de l'histoire des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2014, p. 247-257.

POLITIQUE GAULLISTE ET HISTOIRE DU RENSEIGNEMENT

- AUDIGIER, François, *Histoire du SAC : la part d'ombre du gaullisme*, Paris, Stock, 2003.
- , « Le SAC de 1968 à 1974, une officine de renseignement politique? », dans Sébastien Laurent (dir.), *Politiques du renseignement*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2009, p. 109-136.
- AUDIGIER, François, LACHAISE, Bernard, et LAURENT, Sébastien (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013.
- BERTRAND, Christophe, *et alii* (dir.), *Guerres secrètes*, cat. expo. Paris, musée de l'Armée, 12 octobre 2016-29 janvier 2017, Paris, Somogy, 2016.
- BRUYÈRE-OSTELLS, Walter, *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2014.
- CHIARADIA, Éric, *L'Entourage du général de Gaulle (1959-1969)*, Paris, Publibook, 2011.
- FALIGOT, Roger, GUISEL, Jean, et KAUFFER, Rémi, *Histoire politique des services secrets français, de la seconde guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012.
- FAURE, Claude, *Aux services de la République. Du BCRA à la DGSE*, Paris, Fayard, 2004.

- FORCADE, Olivier, « Michel Debré et les fins politiques du renseignement 1959-1962 », dans Serge Berstein, Pierre Milza et Jean-François Sirinelli (dir.), *Michel Debré, Premier ministre (1959-1962)*, Paris, PUF, 2005, p. 489-513.
- , « Objets, approches et problématiques d'une histoire française du renseignement : un champ historiographique en construction », *Histoire, économie, société*, 2012/2, p. 99-110.
- , « Les réformes du renseignement en France 2007-2012 », *Annuaire français de relations internationales*, 14, 2013, p. 617-631.
- , « Le renseignement dans la Seconde Guerre mondiale », dans Alya Aglan et Robert Frank (dir.), *1937-1947 : la guerre-monde*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2015, t. 1, p. 881-912.
- , « La guerre secrète du XIX^e au XX^e siècle » dans Christophe Bertrand, *et alii* (dir.), *Guerres secrètes*, cat. expo. Paris, musée de l'Armée, 12 octobre 2016-29 janvier 2017, Paris, Somogy, 2016, p. 31-35.
- FORCADE, Olivier, *et alii* (dir.), *Militaires en République (1870-1962). Les officiers, le pouvoir et la vie publique en France*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999.
- GENESTE, Pascal, « Les papiers Foccart aux Archives nationales », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 78, avril-juin 2003, p. 157-162.
- , « Jacques Foccart ou la politique africaine de la France gaullienne », dans Philippe Oulmont et Maurice Vaïsse (dir.), *De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2014, p. 184-195.
- HACHEZ-LEROY, Florence (dir.), « Foccart, entre France et Afrique », n° 30 des *Cahiers du Centre de recherches historiques*, octobre 2002.
- LACHAISE, Bernard, LE BÉGUEC, Gilles, et THOMAS, Jean-Paul (dir.), *Mai 1958, le retour du général de Gaulle*, Rennes, PUR, 2010.
- LAURENT, Sébastien, « Pierre Messmer et la gestion de la crise : le ministre des Armées, la sécurité militaire et le SDECE (1960-1970) », dans François Audigier *et alii* (dir.), *Pierre Messmer, au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, p. 225-237.
- , « Le gaullisme et la "communauté du renseignement" sous la IV^e et la V^e République, quand "l'État secret" s'impose en pouvoir politique », dans François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 331-352.
- LAURENT, Sébastien (dir.), *Les espions français parlent. Archives et témoignages inédits des services secrets*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011.
- LAURENT, Sébastien (dir.), *Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer (XVIII^e-XX^e siècle)*, cat. expo. Paris, Archives nationales, 4 novembre 2015-28 février 2016, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015.
- LAVROFF, Dimitri-Georges (dir.), *La Politique africaine du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Pédone, 1981.

- NICK, Christophe, *Résurrection. Naissance de la V^e République, un coup d'État démocratique*, Paris, Fayard, 1998.
- NOUZILLE, Vincent, *Des secrets si bien gardés. Les dossiers de la Maison-Blanche et de la CIA sur la France et ses présidents, 1958-1981*, Paris, Fayard, 2009.
- OULMONT, Philippe, et VAÏSSE, Maurice (dir.), *De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2014.
- PÉAN, Pierre, *L'Homme de l'ombre. Éléments d'enquête autour de Jacques Foccart, l'homme le plus mystérieux et le plus puissant de la V^e République*, Paris, Fayard, 1991.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- SOUTOU, Georges-Henri, et ROBIN-HIVERT, Émilie (dir.), *L'Afrique indépendante dans le système international*, Paris, PUPS, 2012.
- TRICAUD, Sabrina, *L'Entourage de Georges Pompidou : institutions, hommes et pratiques*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2014.
- TURPIN, Frédéric, « Jacques Foccart et le secrétariat général pour les Affaires africaines et malgaches », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 8, mai-août 2009.
- , *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique : décoloniser et coopérer (1958-1974)*, Paris, Les Indes savantes, 2010.
- , « Jacques Foccart, le conseiller politique », dans François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 185-196.
- , « Le poids du facteur colonial dans les conceptions de la puissance du général de Gaulle », dans Éric Bussière, Isabelle Davion, Olivier Forcade et Stanislas Jeannesson (dir.), *Penser le système international. Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou*, Paris, PUPS, 2013, p. 169-176.
- , *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, Paris, CNRS éditions, 2015.
- VAÏSSE, Maurice, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Fayard, 1998.
- , *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009.
- , *Comment de Gaulle fit échouer le putsch d'Alger*, Bruxelles, André Versaille, 2011.

ŒUVRES DE FICTION

- CÉSAIRE, Aimé, *Une saison au Congo* (1966), Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 2011.
- CONCHON, Georges, *L'État sauvage*, Paris, Albin Michel, 1964.
- KOUROUM, Ahmadou, *En attendant le vote des bêtes sauvages* (1998), Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 2000.
- MANCHETTE, Jean-Patrick, *L'Affaire N'Gustro* (1971), Paris, Gallimard, coll. « Folio policier », 1999.

FILMS DOCUMENTAIRES

Bokassa I^{er}, empereur de Françafrique, d'Emmanuel Blanchard, Program33 et ECPAD, 2010 (60 min.).

Cameroun. Autopsie d'une indépendance, de Gaëlle Le Roy et Valérie Osouf, Program33, 2008 (52 min.).

Foccart, l'homme qui dirigeait l'Afrique, de Cédric Tourbe, K'IEN production, 2010 (90 min.).

Françafrique, 1. *La Raison d'État*, 2. *L'Argent roi*, de Patrick Benquet, Compagnie des Phares et Balises, 2010 (deux fois 80 min.).

Histoire de l'outre-mer, de Christiane Succab-Goldman, JEM-Productions, 2011 :
1. *L'Héritage colonial* (53 min.), 2. *Les Turbulences de la décolonisation* (54 min.),
3. *L'Ère de la mondialisation*, (54 min.).

Histoires secrètes du Biafra : Foccart s'en va en guerre, de Joël Calmettes, Point du Jour, 2001 (52 min.).

406

L'Île veilleuse. Aimé Césaire, une voix pour l'histoire, d'Euzhan Palcy, Les Cavales de la nuit (54 min.).

Mai 1967, la répression policière en Guadeloupe, de Xavier-Marie Bonnot et François-Xavier-Guillerm, France Télévisions, 2013 (54 min.).

Pouvanaa, l'élu du peuple, de Marie-Hélène Villierme, Tuatau Production, 2012 (90 min.).

Les Présidents et l'outre-mer. Amours et désamours (1958-2012), de Félix Olivier, France Ô, 2014 (deux fois 55 min.).

Tirailleur, président, général. Eyadéma du Togo, d'Éric Deroo, Zaradoc-Les Films du Village, 2001 (52 min.).

NOTICES BIOGRAPHIQUES

François Audigier est professeur à l'université de Lorraine. Spécialiste d'histoire politique, il a notamment publié *Histoire du SAC. La part d'ombre du gaullisme* (Stock, 2003) et *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, avec Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (Nouveau Monde éditions, 2013). Il coordonne actuellement le programme ANR VIORAMIL consacré aux violences et radicalisations militantes en France des années 1980 à nos jours.

Laurence Badel est professeur d'histoire contemporaine des relations internationales à l'université Panthéon-Sorbonne, membre de l'UMR SIRICE et du LABEX EHNE. Ses travaux portent sur les cultures diplomatiques de l'Europe et sur les relations extérieures de l'Union européenne en particulier avec la sphère asiatique. Elle a publié *Diplomatie et grands contrats. L'État français et les marchés extérieurs au XX^e siècle* (Publications de la Sorbonne, 2010) ; « From one globalization to the next: Diplomatic practices and new international relations », dans V. Génin, M. Osmont, T. Raineau (dir.), *Reshaping Diplomacy. Networks, Practices and Dynamics of Socialization in European Diplomacy since 1919* (Peter Lang, 2016) ; « Interrégionalisme, rivalités économiques et cultures diplomatiques : une approche historique du processus Asie-Europe (ASEM) », dans S. Santander (dir.), *Concurrences régionales dans un monde multipolaire émergent* (Peter Lang, 2016) ; « La France et Singapour dans les années 1990 entre interrégionalisme, intérêts économiques et enjeux globaux », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 26 (mai-août 2015).

Françoise Banat-Berger, archiviste paléographe (École nationale des chartes), conservatrice générale du patrimoine, est directrice des Archives nationales.

Arthur Banga est docteur en histoire de l'École pratique des hautes études (EPHE) de Paris et de l'université Houphouët-Boigny d'Abidjan. Spécialiste de l'histoire des relations franco-ivoiriennes, il a publié plusieurs articles sur l'histoire de la défense ivoirienne. Il est enseignant-chercheur au département d'histoire de l'université Houphouët-Boigny.

Jean-Pierre Bat, archiviste paléographe (École nationale des chartes), agrégé d'histoire et docteur de l'université Panthéon-Sorbonne, chercheur au CNRS

et au centre Jean-Mabillon (École nationale des chartes). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique centrale, il est détaché aux Archives nationales comme chargé d'études « Afrique » et responsable du fonds Foccart. Il est l'auteur du *Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours* (Gallimard, 2012), *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique* (Nouveau Monde éditions, 2015), *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État* (Tallandier, 2016) et le co-auteur de *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches (1958-1974)* (Archives nationales, 2015).

408 **Walter Bruyère-Ostells** est professeur des universités à Sciences Po Aix (CHERPA). Il enseigne également à l'École de l'Air et à l'École des commissaires des armées. Ses recherches portent sur les combattants non-conventionnels et sur la violence de guerre. Il a récemment publié : *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989* (Nouveau Monde éditions, 2014), *French Mercenaries, Violence and Systems of Domination in Sub-Saharan Africa* (The Edwin Mellen Press, 2016) et a coordonné le dossier « L'outil militaire au service de l'influence française en Afrique subsaharienne », *Relations internationales* (2016).

Nicolas Courtin est rédacteur en chef adjoint de la revue *Afrique contemporaine*, et chargé de mission à la direction Études, recherches et savoirs de l'Agence française de développement. Il prépare une thèse de doctorat d'histoire sur l'Académie militaire d'Antsirabé et la formation des élites militaires à Madagascar. Cofondateur du Groupe d'études sur les mondes policiers en Afrique (GEMPA), ses recherches portent sur les forces armées, le renseignement en Afrique, et les institutions pénales (police, gendarmerie, prison) en situation coloniale. Il a dirigé, avec Jean-Pierre Bat, *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e-XX^e siècles)* (PUR, 2012) et dirige actuellement avec Jean-Pierre Bat et Vincent Hiribarren un ouvrage sur l'histoire du renseignement impérial (XIX^e-XX^e siècle) (2017, à paraître).

Olivier Dard est professeur à l'université Paris-Sorbonne. Spécialiste d'histoire politique, notamment des droites radicales en France et en Europe, il est notamment l'auteur de *Voyage au cœur de l'OAS* (Perrin, 2005 et 2011), *Bertrand de Jouvenel* (Perrin, 2008). Il a dirigé avec Daniel Lefeuvre, *L'Europe face à son passé colonial* (Riveneuve, 2009), et, avec François Cochet, *Subversion, anti-subversion et contre-subversion* (Riveneuve, 2010).

Docteur en histoire contemporaine de l'université Panthéon-Sorbonne, **Camille Evrard** est actuellement chercheur *post doc* au Labex « Structuration des mondes sociaux » de l'université Toulouse Jean Jaurès, et est associée aux laboratoires Framespa et IMAf. Ayant soutenu une thèse sur l'histoire de l'armée en Mauritanie, elle travaille également sur le cas nigérien. Ses recherches concernent autant l'histoire de l'empire colonial français en Afrique sahélo-saharienne, en particulier celle des politiques de l'ordre, que l'histoire des forces armées et de sécurité dans le cadre de la construction des États post-coloniaux.

Olivier Feiertag est professeur à l'université de Rouen. Il est spécialiste d'histoire des relations monétaires et financières internationales au xx^e siècle. Il a récemment publié, avec Michel Margairaz, *Les Banques centrales et l'État-nation* (Presses de Sciences Po, 2016).

Professeur d'histoire contemporaine des relations internationales à l'université Paris-Sorbonne, **Olivier Forcade** est membre de l'UMR SIRICE, dont il est le directeur adjoint, et du LABEX EHNE. Il a récemment publié *La Censure en France pendant la Grande Guerre* (Fayard, 2016). Il a dirigé, avec Rainer Hudemann, Fabian Lemmes et Johannes Grossmann, un programme de recherche franco-allemand ANR-DFG consacré aux déplacements de population à la frontière franco-allemande (1939-1945), *Evakuierungen im Europa der Weltkriege* (Metropol Verlag, 2014).

Spécialiste de l'histoire de l'Océanie et de l'Outre-mer français, **Sarah-Mohamed Gaillard** est maître de conférences à l'INALCO. Elle a notamment publié *L'Archipel de la puissance? La politique de la France dans le Pacifique Sud de 1946 à 1998* (Peter Lang, 2010) et *Histoire de l'Océanie de la fin du XVIII^e siècle à nos jours* (Armand Colin, 2015)

Pascal Geneste, archiviste paléographe (École nationale des chartes), conservateur en chef du patrimoine, est directeur adjoint des Archives départementales de la Gironde. Responsable des archives de la présidence de la République à la section du xx^e siècle des Archives nationales (notamment les fonds Pompidou, Giscard d'Estaing, Chirac et Foccart) de 2001 à 2011, il est l'archiviste du président Valéry Giscard d'Estaing. Il est l'auteur des *Archives de la présidence de la République. Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)* (Somogy/Archives nationales, 2007) et le co-auteur de *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté (1958-1974)* (Archives nationales, 2015).

Professeur à l'École normale supérieure d'Abidjan et chercheur à la fondation Félix-Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, **Frédéric Grah Mel** est l'auteur de plusieurs biographies consacrées à Alioune Diop, à Félix Houphouët-Boigny ou au cardinal Bernard Yago.

Charly Jollivet est doctorant en archivistique et ATER à l'université d'Angers. Ses recherches portent sur les archives dans les pays et territoires de la zone Sud-Ouest de l'océan Indien.

410 Archiviste paléographe, conservatrice du patrimoine, **Anne Leblay-Kinoshita** est docteure en histoire et civilisations. Actuellement chef de la mission Archives de la Bibliothèque nationale de France, ses travaux portent sur l'histoire de l'immigration et sur l'histoire des archives. Notamment auteur de « L'enseignement espagnol à Paris sous la Restauration et la monarchie de Juillet » (*Revue d'histoire de l'éducation*, 139, 2013) et co-auteur de « Destructures, reconstitutions, instructions. Les leçons de l'année 1940 au ministère des Affaires étrangères » (dans *1940, l'empreinte de la défaite, Témoignages et archives*, PUR, 2014).

Anna Konieczna est docteur en histoire de Sciences Po (2013) et ATER en histoire à l'Université Paris-Est Créteil. Elle a été *Deakin Visiting Fellow* à St Antony's College à l'Université d'Oxford (2015-2016). Ses recherches portent sur l'histoire de la politique étrangère de la France en Afrique « hors champ » et sur l'histoire du mouvement anti-apartheid européen.

Sébastien-Yves Laurent, politologue et historien, est professeur à l'université de Bordeaux. Ses travaux portent sur l'exercice de la sécurité par l'État. Il a récemment publié *l'Atlas du renseignement. Géopolitique du pouvoir* (Presses de Sciences-Po, 2014) ; dirigé *Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer XVII^e-XX^e siècle* (Nouveau Monde éditions, 2015) ; et co-dirigé avec Bertrand Warusfel *Transformations et réformes de la sécurité et du renseignement en Europe* (Presses universitaires de Bordeaux, 2016).

Sylvain Mary est agrégé d'histoire et doctorant ATER en histoire à l'université Paris-Sorbonne. Sa thèse, sous la direction d'Olivier Forcade, porte sur la politique française de départementalisation Outre-mer à travers l'exemple des Antilles (1944-1981). Il a été, par ailleurs, membre de la commission temporaire d'information historique du ministère des Outre-mer en 2015 et 2016. Il a publié *Le Gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane. La RPF sous l'œil de Jacques Foccart* (L'Harmattan, 2014).

Archiviste paléographe (École nationale des chartes), **Saliou M'Baye** est directeur honoraire des Archives nationales du Sénégal qu'il a dirigées de 1977 à 2005, et professeur à l'université Cheikh Anta Diop. Il est l'auteur de *Histoire des institutions coloniales françaises en Afrique de l'Ouest 1816-1960* (Dakar, 1991) et de *Histoire des institutions contemporaines du Sénégal 1956-2000* (Dakar, 2012).

Guia Migani est maître de conférences à l'université François Rabelais de Tours. Lauréate du prix Espoir 2006 de la fondation Charles-de-Gaulle, elle a notamment publié *La France et l'Afrique sub-saharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance* (Peter Lang, 2008) et, plus récemment, *Les Années Barroso*, avec Éric Bussière (Tallandier, 2014).

Agrégé et docteur en histoire, spécialiste de la vie politique et des institutions de l'Océanie, **Jean-Marc Regnault** est maître de conférences honoraire (HDR Université Bordeaux Montaigne), chercheur associé à l'université de la Polynésie française. Récemment organisateur ou co-organisateur de plusieurs colloques dans le cadre du réseau-Asie/Océanie du CNRS (« L'Océanie convoitée » à Paris en 2015 et à Papeete en 2016, actes à paraître), il a notamment publié *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique : 1981-1988* (Les Indes savantes, 2003) et *L'ONU, la France et les décolonisations tardives. L'exemple des terres françaises d'Océanie* (Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2013).

Mélanie Torrent est maître de conférences en études britanniques et du Commonwealth à l'Université Paris Diderot et membre du laboratoire de recherches sur les cultures anglophones (UMR 8225). Elle est membre de l'Institut universitaire de France et *Senior Research Fellow* à l'Institute of Commonwealth Studies. Elle est l'auteur de *Diplomacy and Nation-Building: Franco-British Relations and Cameroon at the End of Empire* (I.B. Tauris, 2012) et a co-dirigé, avec Claire Sanderson, *La Puissance britannique en question : diplomatie et politique étrangère au XX^e siècle / Challenges to British Power Status: Foreign Policy and Diplomacy in the 20th Century* (Peter Lang, 2012). Ses recherches portent sur l'histoire connectée des fins des empires européens en Afrique et la politique étrangère britannique depuis la seconde guerre mondiale.

Frédéric Turpin est professeur d'histoire des relations internationales à l'université de Savoie (Chambéry) où il est titulaire d'une chaire Senghor pour la francophonie. Il a notamment publié *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique. Décoloniser et coopérer (1958-1974)* (Les Indes savantes, 2010) et *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir* (CNRS éditions, 2015).

Klaas van Walraven est professeur à l'Université de Leiden (Pays-Bas). Spécialiste du Niger, il a notamment publié *The Yearning for Relief: A History of the Sawaba Movement in Niger* (Brill, 2013).

Pierre Vermeren est professeur d'histoire du Maghreb contemporain à l'université Panthéon-Sorbonne, auteur d'une *Histoire du Maroc depuis l'indépendance* (4^e éd., La Découverte, 2016). Il a également publié *Le Choc des décolonisations, de la guerre d'Algérie aux printemps arabes* (Odile Jacob, 2015).

TABLE DES ABRÉVIATIONS DES CENTRES D'ARCHIVES ET DE DOCUMENTATION

ABCEAO	Archives de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Paris)
AMAE	Archives du ministère des Affaires étrangères (La Courneuve)
AN	Archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine)
ANM	Archives nationales de Madagascar (Antananarivo)
ANMT	Archives nationales du monde du travail (Roubaix)
ANOM	Archives nationales d'Outre-mer (Aix-en-Provence)
CAEF	Centre des archives économiques et financières (Savigny-le-Temple)
CHETOM	Centre d'histoire et d'études des Troupes d'Outre-mer (Fréjus)
CNDRS	Centre national de documentation et de recherche scientifique (Comores)
FNSP	Fondation nationale des sciences politiques (Paris)
NLA	National Library of Australia (Canberra)
TNA	The National Archives (Kew, Londres)
SHD	Service historique de la Défense (Vincennes)

421

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Pour l'ensemble des documents reproduits dans l'ouvrage, excepté l'annexe cartographique: © Archives nationales (France).

TABLE DES MATIÈRES

Préface.....	7
Françoise Banat-Berger	
Introduction. Jacques Foccart, une vie politique.....	9
Olivier Forcade	

PREMIÈRE PARTIE PORTRAITS D'ACTEURS

Foccart face à ses sources.....	25
Jean-Pierre Bat	
René Journiac, « le Foccart de Giscard »?.....	49
Pascal Geneste	
Félix Houphouët-Boigny, le ministre français qui est devenu chef d'État en Côte d'Ivoire.....	65
Frédéric Grah Mel	

DEUXIÈME PARTIE LA DÉCOLONISATION À LA LUMIÈRE DU FONDS FOCCART

La coopération militaire et les enjeux de défense en Afrique de l'Ouest : les cas de la Mauritanie et de l'Entente.....	81
Arthur Banga & Camille Evrard	
Symphonie militaro-sécuritaire sur la Grande Île. Madagascar et l'ordre foccartien ...	97
Nicolas Courtin	
Jacques Foccart et le Niger : le briseur du Sawaba dupé par les militaires (1958-1974).....	117
Klaas van Walraven	
Bob Denard : les archives d'un mercenaire foccartien.....	133
Walter Bruyère-Ostells	
« Chasse gardée » au Cameroun ? Le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et la gestion des sphères d'influence française et britannique en Afrique de l'Ouest.....	145
Mélanie Torrent	

La France, l'Afrique et la connexion marocaine.....	163
Pierre Vermeren	
Refaire le procès d'une victime tahitienne de la Grandeur. Quête et requête en faveur de l'innocence du député Pouvanaa a Oopa.....	177
Jean-Marc Regnault	
Les archives des rues Oudinot et Monsieur au prisme de Foccart.....	191
Anne Leblay-Kinoshita	

TROISIÈME PARTIE
LA « MÉTHODE FOCCART »

Foccart, l'OAS et l'extrême droite.....	203
Olivier Dard	
Jacques Foccart et le Service d'action civique.....	219
François Audigier	
Foccart au miroir du SDECE des années 1960 : entre « pré carré » africain et guerre froide.....	231
Sébastien-Yves Laurent	
Politique de l'urgence contre la décolonisation. Foccart, conseiller présidentiel pour les départements d'Outre-mer (1958-1974).....	239
Sylvain Mary	
L'apport du fonds Foccart pour l'histoire des Comores (1958-1974).....	255
Charly Jollivet	
Jacques Foccart : pourquoi la légende noire?.....	265
Frédéric Turpin	

QUATRIÈME PARTIE
AFFAIRES DIPLOMATIQUES
& DIPLOMATIE D'AFFAIRES

La politique du franc CFA (1959-1974) : le tournant de la décolonisation monétaire.....	287
Olivier Feiertag	
La CEE et l'Afrique, quel projet de développement pour la coopération eurafricaine? (1958-1972).....	309
Guia Migani	
Les enjeux de la « francophonie économique » : les voies renouvelées de l'influence française au tournant des années 1960-1970.....	323
Laurence Badel	

Le nickel calédonien, un levier de la puissance française en Océanie (1958-1974)..	341
Sarah Mohamed-Gaillard	
L'Afrique du Sud, un partenaire particulier pour le « dialogue »	353
Anna Konieczna	
Conclusion. Ouvrir les archives de la Françafrique.	369
Saliou Mbaye	
Cartes	373
Jacques Foccart en quelques dates	383
Plan de l'inventaire du fonds Foccart aux Archives nationales.....	385
Bibliographie	393
Notices biographiques	407
Index	413
Table des abréviations des centres d'archives et de documentation	421
Crédits photographiques	422
Table des matières	423

